

# Fiche n° 1

## Subventions 2017 Barème

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 Proposition	Augm. 2017/2016
forfait de base	203,00	203,00	205,00	207,00	209,00	211,00	211,00	211,00	211,00	211,00	0,00%
forfait adhérent 1 à 20 ans	9,75	10,00	10,50	11,00	11,50	12,00	12,50	12,50	12,50	12,50	0,00%
forfait adhérent 21 à 25 ans	8,80	10,00	10,50	11,00	11,50	12,00	12,50	12,50	12,50	12,50	0,00%

2017 subventions aux associations et aides aux activités scolaires

# Fiche n° 2

CATEGORIE 2: ASSOCIATIONS bénéficiant d'une subvention d'une autre nature que les forfaits de base

Edition du 09-mai-17

Année 2016						Nombre d'adhérents										Année 2017						Observations
NOM DE L'ASSOCIATION	forfait par assoc.	Nbre Adh. Total	Subv. par adh.	Subv. pour adh.	Subv.. TOTALE	forfait par assoc.	de 0 à 6 ans	de 7 à 10 ans	de 11 à 14 ans	de 15 à 17 ans	de 18 à 20 ans	TOTAL mois de 21 à 25 ans	TOTAL mois de 25 ans	25 ans et plus	TOTAL Général	Subv. par adh.	Subv. pour adh.	SUBVENT. GLOBALE				
1 Amicale Laïque (Théâtre)		16	185,79	2972,64	2 972,64		0	3	6	2	0	11	0	11	0	11	185,79	2043,69	2 043,69			
2 Guilers entraide*	454,09	24	0	0	454,09	454,09								18	18				454,09			
3 Partage	454,09	17	0	0	454,09	454,09													454,09			
4 Vie libre (Section Guilers)	454,09	22	0	0	454,09	454,09								20	20				454,09			
5 ADMR	1 200,00	5	0	0	1 200,00	1 200,00													1 200,00			
Total.....					5534,91	Total.....										Total.....					4605,96	

# Fiche n° 3

Edition du

09-mai-17

## AIDE AUX ACTIVITES SCOLAIRES

	Unité	Période	Tarif en euro	Période	Tarif en euro	Augmentation
TRANSPORT (écoles publiques) pour activités (piscine, cinéma.....)	par élève	Année scolaire 2016/17	3,37	2017/18	3,37	0,00%
FOYER SOCIO-EDUCATIF - Collège Croas ar Pennoc	forfait	Année scolaire 2016/17	488,46	2017/18	488,46	0,00%
<b>COLLÈGES PUBLICS ET PRIVÉS</b>						
* Séjours à l'étranger (minimum : 5 jours)	par j/él.	Année scolaire 2016/17	2,12	2017/18	2,12	0,00%
* Classes de nature, mer, neige, (minimum : 5 jours)	par j/él.	Année scolaire 2016/17	2,12	2017/18	2,12	0,00%
* Voyages avec programme pédagogique (minimum : 3 jours)	par j/él.	Année scolaire 2016/17	2,12	2017/18	2,12	0,00%
Collèges "Sport Etudes" pour classes transplantées	par j/él.	Année scolaire 2016/17	2,12	2017/18	2,12	0,00%
<b>ÉCOLES PRIMAIRES PUBLIQUES</b>						
* Classes de neige (minimum : 5 jours)	par j/él.	Année scolaire 2016/17	3,37	2017/18	3,37	0,00%
* Classes de mer et nature (minimum : 2 jours)	par j/él.	Année scolaire 2016/17	2,28	2017/18	2,28	0,00%
* Voyages avec programme pédagogique (minimum : 2 jours)	par j/él.	Année scolaire 2016/17	2,99	2017/18	2,99	0,00%
* Classes de découverte sans hébergement (minimum : 2 jours)	par j/él.	Année scolaire 2016/17	1,95	2017/18	1,95	0,00%
(Tarifs également applicables aux élèves scolarisés à Guilers ou aux guiliériens scolarisés à l'extérieur, en établissement spécialisé)						
<b>FORFAIT POUR ACHAT DE TIMBRES POSTAUX :</b>						
- Forfait par école publique (maternelle et primaire)	forfait	Année scolaire 2016/17	60,11	2017/18	60,11	0,00%
- Forfait Infirmerie ( Coll. Croas Ar Pennoc)	forfait	Année scolaire 2016/17	135,46	2017/18	135,46	0,00%
<b>ARBRE DE NOËL :</b> Ec. matern. et primaires publiques	par élève	Année civile 2016	5,00	2017	5,00	0,00%
Association sportive et USEP des écoles primaires publiques	forfait	Année scolaire 2016/17	286,65	2017/18	286,65	0,00%
<b>FORFAIT POUR ENFANT HANDICAPÉ EN ÉTABLISSEMENT SPÉCIALISÉ</b> (jusqu'à l'âge de 20 ans) (aligné sur forfait élève école publique)	par élève	Année scolaire 2016/2017 (aligné sur forfait école publique voté par le CM le 29/09/16)	724,00	2017/18	vote en septembre 2017	
<b>École Ste Thérèse (pour mémoire, application de la convention du 26/03/2015) :</b>						
* Participation aux dépenses de fonctionnement de l'école (aligné sur forfait élève école publique)	par élève	Année scolaire 2016/17	724,00	2017/18	vote en septembre 2017	
* Forfait repas école Ste Thérèse (enfants de Brest métropole)	par j/él.	Année scolaire 2016/17	1,35	2017/18	1,35	0,00%

# Fiche n° 4

## FORMATION DES JEUNES ADHÉRENTS DES CLUBS SPORTIFS

2016 (applicable du 1er juillet 2016 au 30 juin 2017)

Prise en charge à hauteur de 50 % des frais de formation jusqu'à un maximum de 300 € par an et par club.

2017 (applicable du 1er juillet 2017 au 30 juin 2018)

Prise en charge à hauteur de 50 % des frais de formation jusqu'à un maximum de 300 € par an et par club.

CATEGORIE 1: ASSOCIATIONS LOI 1901 AYANT LEUR SIEGE SOCIAL A GUILIERS

[illegible]

- se mesent l'un sur l'autre : effectif divisé par 2 pour tenir compte des subventions des deux communes

	Association	Objet	Montant demandé pour 2017	Proposition de vote pour 2017	Observations
1	Les Amis du Vélo	Organisation des épreuves cyclistes 2017 (3 courses) : 1er mai 2017 : 34ème Grand pds du Muguet samedi 6 mai 2017 : étape de l'essor Breton - épreuve contre la montre 17 septembre 2017 : journée des jeunes	3 000,00 €	1 600,00 €	
2	ADAO	Subvention de fonctionnement à l'association organisatrice des festivals Petite et Grande Maree	750,00 €	500,00 €	
3	Association du vélodrome Brest Ponant Iroise	11 mars 2017 : 2ème manche Challenge départemental 29 avril 2017 : 2ème manche du challenge régional 03 juin 2017 : championnat de Bretagne fond juniors, seniors	200,00 €	100,00 €	
4	Guilers VTT Nature	La Chouette Guilénienne - 24H VTT les 27 et 28 mai 2017 Randonnée VTT tro Bro Gwiler le 24 septembre 2017	2 100,00 € 500,00 €	2 600,00 €	
5	Bleueux de Guilers	Organisation des 50 ans du club le samedi 10 juin 2017		500,00 €	
6	Saint Renan Guilers Handball	Représenter Guilers à Bercy : déplacement à Rueil Malmaison les 15 et 16 avril 2017 afin d'essayer de se qualifier à la finale de la coupe de France Régionale à Bercy le 27 mai 2017	600,00 €	200,00 €	
7	Ecole de Musique et de danse	Venue de l'Orchestre de Chambre de l'Université de Brest à Guilers le 12 mai 2017 (concert à l'église)	400,00 €	400,00 €	
8	Festival d'Armor (tournoi international de football agréé par la FIFA)	Organisation du 35ème festival d'Armor les 3/4 et 5 juin 2017 à Plougonvelin et les communes associées du Pays d'Iroise et de Brest	500,00 €	500,00 €	
		TOTAL GENERAL	8 050,00 €	6 400,00 €	





Page 1Page 2

Feuille1									
sous total axe 2		7 100,00 €							
sous total réalisations 2016		9 157,72 €							
sous total axe 2 participation maie		5 700,00 €							
AXE 3 : Lien social									
OBJECTIF 1 – Favoriser les rencontres, les échanges entre habitants									
1 participer bénévolement aux réunions et aux échanges dans les actions	acquiesce aux règles, conditions, chartes	800 €	oui pas en totalité	342,65	800 €	1002,74			
2 participer bénévolement aux réunions et aux échanges dans les actions	acquiesce aux règles, conditions, chartes	800 €	oui pas en totalité	647,84	800 €	1002,74			
3 échanger des conseils, de savoir-faire	acquiesce aux règles, conditions, chartes	800 €	oui pas en totalité	119	800 €	1002,74			
OBJECTIF 2 – Créer des projets collectifs									
1 créer des projets collectifs	acquiesce aux règles, conditions, chartes	1 000,00 €	oui pas en totalité	846,22	1 000 €	1 126,24			
2 créer des projets collectifs	acquiesce aux règles, conditions, chartes	1 000,00 €	oui pas en totalité	236,64	1 000 €	1 126,24			
OBJECTIF 3 – Développer de la solidarité de proximité et du lien de voisinage									
1 créer des projets collectifs	acquiesce aux règles, conditions, chartes	800,00 €	oui pas en totalité	188,8	800 €	888,8			
2 créer des projets collectifs	acquiesce aux règles, conditions, chartes	800,00 €	oui pas en totalité	49,2	800 €	888,8			
3 créer des projets collectifs	acquiesce aux règles, conditions, chartes	800,00 €	oui pas en totalité	23,98	800 €	888,8			
OBJECTIF 4 – Proposer des animations de quartier ou extérieures à l'agglomération									
1 proposer des animations de quartier ou extérieures à l'agglomération	acquiesce aux règles, conditions, chartes	800 €	oui pas en totalité	188,8	800 €	888,8			
2 proposer des animations de quartier ou extérieures à l'agglomération	acquiesce aux règles, conditions, chartes	800 €	oui pas en totalité	49,2	800 €	888,8			
3 proposer des animations de quartier ou extérieures à l'agglomération	acquiesce aux règles, conditions, chartes	800 €	oui pas en totalité	23,98	800 €	888,8			
OBJECTIF 5 – Mettre en place une démarche de développement durable									
1 participer bénévolement aux réunions et aux échanges dans les actions	acquiesce aux règles, conditions, chartes	800 €	oui pas en totalité	188,8	800 €	888,8			
2 participer bénévolement aux réunions et aux échanges dans les actions	acquiesce aux règles, conditions, chartes	800 €	oui pas en totalité	49,2	800 €	888,8			
3 participer bénévolement aux réunions et aux échanges dans les actions	acquiesce aux règles, conditions, chartes	800 €	oui pas en totalité	23,98	800 €	888,8			
Sous total axe 3		3 400,00 €							
sous total axe 3 participation maie		8 174,10 €							
AXE 4 : Solidarité									
OBJECTIF 1 – Favoriser l'inclusion des personnes rencontrant des difficultés économiques et/ou sociales									
1 participer bénévolement aux réunions et aux échanges dans les actions	acquiesce aux règles, conditions, chartes	800,00 €	oui pas en totalité	342,65	800 €	1002,74			
2 participer bénévolement aux réunions et aux échanges dans les actions	acquiesce aux règles, conditions, chartes	800,00 €	oui pas en totalité	647,84	800 €	1002,74			
3 établir un contact avec ce public, par le biais des personnes issues de la commune	acquiesce aux règles, conditions, chartes	800,00 €	oui pas en totalité	606,61	800 €	1002,74			
OBJECTIF 2 – Proposer des actions d'insertion professionnelle									
1 accompagner des personnes en recherche d'emploi	acquiesce aux règles, conditions, chartes	1 500,00 €	oui pas en totalité	1 500,00	1 500 €	2271,17			
2 mettre en place des actions en direction des demandeurs d'emploi	acquiesce aux règles, conditions, chartes	1 500,00 €	oui pas en totalité	1 500,00	1 500 €	2271,17			
3 favoriser l'acquisition de compétences professionnelles	acquiesce aux règles, conditions, chartes	1 500,00 €	oui pas en totalité	281,83	1 500 €	2271,17			
OBJECTIF 3 – Lutter contre l'isolement									
1 isoler les personnes en situation de précarité	acquiesce aux règles, conditions, chartes	1 000,00 €	oui pas en totalité	1 000,00	1 000 €	1326,76			
2 intégrer des personnes isolées dans des actions de proximité	acquiesce aux règles, conditions, chartes	1 000,00 €	oui pas en totalité	1 000,00	1 000 €	1326,76			
3 développer des actions adaptées au territoire et aux personnes	acquiesce aux règles, conditions, chartes	1 000,00 €	oui pas en totalité	264,68	1 000 €	1326,76			
OBJECTIF 4 – Accompagner les personnes rencontrant des difficultés économiques et/ou sociales dans l'exercice de leur fonction									
1 proposer des formations	acquiesce aux règles, conditions, chartes	2 000,00 €	oui pas en totalité	446,2	2 000 €	2480,44			
2 accompagner, épauler des conseillers en matière de recrutement (agglomération, département, région)	acquiesce aux règles, conditions, chartes	2 000,00 €	oui pas en totalité	446,2	2 000 €	2480,44			
3 développer une fonction conseil	acquiesce aux règles, conditions, chartes	2 000,00 €	oui pas en totalité	446,2	2 000 €	2480,44			
OBJECTIF 5 – Faciliter aux personnes portueuses de handicap de participer aux actions de loisirs et à la vie de la commune									
1 intégrer des personnes portueuses de handicap de participer aux actions de loisirs et à la vie de la commune	acquiesce aux règles, conditions, chartes	900,00 €	oui pas en totalité	234,1	900 €	1112,34			
2 développer des actions favorisant le développement de ce public	acquiesce aux règles, conditions, chartes	900,00 €	oui pas en totalité	234,1	900 €	1112,34			
3 favoriser les sorties communes par des activités liées au handicap	acquiesce aux règles, conditions, chartes	900,00 €	oui pas en totalité	274,44	900 €	1112,34			
Sous total axe 4		8 200,00 €							
total réalisations 2016		8 174,10 €							
sous total axe 4 participation maie		5 300,00 €							
TOTAL ACTIONS		25 800,00 €							
TOTAL REALISATIONS 2016		33 569,70 €							
TOTAL PARTICIPATIONS MAIE		20 800,00 €							

OBJECTIF 1 - Favoriser l'inclusion des personnes rencontrant des difficultés économiques et/ou sociales						
1. Utiliser le fonds de solidarité pour une bénéficiaire à titre active		800.00 €	oui non pas en totalité	222		874.4
2. Participer des actions, spécifiques ou générales, associatives à titre actif				654.4		
3. Mettre en contact avec ce public, par le biais des personnes ressources de la commune				cas		
OBJECTIF 2 - Proposer des actions d'insertions professionnelles						
1. Accueillir dans nos actions des stagiaires ou personnes en formation		1 500.00 €	oui ou non	1 500.00		2271.17
2. Mettre en place des actions en direction des demandeurs d'emploi						
3. Favoriser l'acquisition de compétences professionnelles						
OBJECTIF 3 - Lutter contre l'isolement						
1. Faciliter l'accès au logement						
2. Faciliter l'accès à la culture						
3. Favoriser l'accès aux services						
OBJECTIF 4 - Accompagner les personnes rencontrant des difficultés économiques et/ou sociales						
1. Proposer des formations						
2. Accompagner les personnes en difficulté						
3. Favoriser l'accès aux services						
OBJECTIF 5 - Favoriser la participation des personnes rencontrant des difficultés économiques et/ou sociales						
1. Favoriser la participation des personnes rencontrant des difficultés économiques et/ou sociales						
2. Favoriser la participation des personnes rencontrant des difficultés économiques et/ou sociales						
3. Favoriser la participation des personnes rencontrant des difficultés économiques et/ou sociales						
OBJECTIF 6 - Favoriser la participation des personnes rencontrant des difficultés économiques et/ou sociales						
1. Favoriser la participation des personnes rencontrant des difficultés économiques et/ou sociales						
2. Favoriser la participation des personnes rencontrant des difficultés économiques et/ou sociales						
3. Favoriser la participation des personnes rencontrant des difficultés économiques et/ou sociales						
Sous total axe 4						
Total réalisations 2018		8 200.00 €				
Sous total axe 4 participation maie		8 174.10 €				
TOTAL ACTIONS		25 800.00 €				
TOTAL REALISATIONS 2018		33 569.70 €				
TOTAL PARTICIPATIONS MAIE		20 800.00 €				

Page 5Page 6







PROPOSITION DE SUBVENTION POUR L'AGORA

Subventions de fonctionnement	subvention 2017	coût de poste 2016	temps de travail	Observations
<b>Subvention sur poste</b>				
soutien au poste animatrice famille	15542	31084,49	35 h	plafond mi-temps de 35 h
soutien au poste animateur multimédia	14355	22557,62	27h50	plafond mi-temps de 35 h
sous-total (subvention sur poste)	29897			
<b>subvention sur projet</b>				
sous-total (subventions sur projets)	30765			
<b>TOTAL SUBVENTION</b>	60 662			





CONVENTION DE MOYENS ET D'OBJECTIFS  
ENTRE L'AMICALE LAÏQUE  
SECTION ALSH LES FLAMBOYANTS  
ET LA COMMUNE DE GUILERS

Entre les soussignés:

La commune de GUILERS représentée par M. Pierre OGOR, Maire de la Commune, dûment autorisé à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 29 mars 2014.

Ci-après dénommée : « La Commune »

Et  
D'une part,

L'association Amicale Laïque, association régie par la loi 1901 déclarée à la Sous-Préfecture de Brest le 26 novembre 1970 sous le numéro 2022 et ayant son siège à Guilers, représentée par Mme Yvonne ROBERT sa Présidente, dûment autorisée aux fins des présentes par décision du conseil d'administration de l'association en date du 24 janvier 2017.

Ci-après dénommée : « L'Association »

Il est exposé et convenu ce qui suit :

D'autre part.

Préambule

L'association Amicale Laïque est divisée en plusieurs sections : Accueil de Loisirs, Cyclotourisme, Tennis de Table et développe des activités annexes : Théâtre, Solidarités internationales, organisation de séjours de vacances.

La Commune de Guilers met gratuitement à la disposition de l'association un ensemble de locaux permettant à ses différentes sections de fonctionner.  
Les sections Tennis de Table, cyclotourisme bénéficient de locaux adaptés et sont régies par des conventions d'occupation spécifique.

Après avoir occupé jusqu'en 2006, les locaux de l'ancienne école publique Chateaubriand situé 14, rue Charles de Gaulle, l'Accueil de Loisirs, dans le cadre de la restructuration des écoles et la fermeture du groupe scolaire Marcel Pagnol, a aménagé dans les locaux de l'ancienne école maternelle.  
La Ville de Guilers a initié le projet de construction d'une Maison de l'Enfance, à l'intérieur de laquelle, l'ALSH Les Flamboyants aménagera dès le mois de janvier 2014, après accord de la Protection Maternelle et Infantile et des services de la Direction départementale de la Cohésion sociale.  
Une activité annexe de l'association sera également autorisée dans ces nouveaux locaux à savoir la section « théâtre ».

L'objet de la présente convention est donc de définir les engagements réciproques de la commune et de l'association en matière d'occupation de l'ensemble des locaux mis à disposition pour le fonctionnement de l'association et en matière financière. Elle précisera les obligations pesant sur les parties en matière d'entretien des locaux, de sécurité, de responsabilité et de respect des règles convenues.

La présente convention vaut autorisation d'occupation du domaine public de la commune et veillera à respecter les règles inscrites dans le règlement de fonctionnement de la Maison de l'Enfance.

Elle est faite à titre précaire et révoquable à tout moment pour des motifs d'intérêt général.

CONVENTION

Titre I - Conditions générales d'application

Article 1<sup>er</sup> - Objet de la convention

La Commune de Guilers soutient l'association Amicale Laïque dans la poursuite de ses objectifs, en mettant gratuitement à sa disposition un ensemble de locaux associatifs nécessaires au fonctionnement de ses sections, à son administration, à la poursuite de ses activités annexes et au stockage éventuel de son matériel.

Elle annule et remplace la précédente convention approuvée par le Conseil Municipal du 25 juin 2014.

Article 2 : Les missions de l'association

Les missions incombant à l'association dans le cadre de la présente convention sont les suivantes :

- Gérer un accueil de loisirs destiné aux enfants de 3 ans à 12 ans. Si, à titre occasionnel des activités sont organisées pour d'autres tranches d'âge (notamment les 12-17 ans) elles se feront en relation avec les structures déjà missionnées à cet effet par la commune.
- Accueillir tout enfant sans considération de sexe, d'appartenance religieuse ou politique
- Contribuer à dynamiser la vie associative locale
- Favoriser l'intégration des enfants sur la commune sur les plans social et culturel
- Participer à la lutte contre toute exclusion en mettant en place une politique d'accueil et d'animation plus particulièrement axée sur le public présentant des difficultés d'intégration sociale.

Il est de la responsabilité de l'association de recruter le personnel nécessaire, dûment formé à cet effet pour assurer l'encadrement des activités et la gestion de la structure ainsi que l'accueil et la restauration en tant que besoin.

Dans le cadre de son intégration au sein des locaux de la Maison de l'Enfance, l'association veillera à créer des liens avec les autres partenaires présents dans la structure.

Article 3 - Destination des locaux :

Les locaux affectés à l'association accueilleront les activités des sections dans les conditions telles que définies à la présente convention, en tenant compte de la spécificité de chaque section, des activités et du public concerné par ces activités.

L'association ne pourra ni céder, ni sous-louer, même à titre gratuit, tout ou partie des locaux mis à disposition.



#### Article 4 - Utilisation des locaux par la Commune :

La Commune se réserve un droit d'utilisation des locaux attribués, en dehors des horaires de fonctionnement des sections.

#### Article 5 - Mise à disposition à d'autres utilisateurs :

En accord avec l'association, la commune pourra autoriser l'occupation de certains locaux expressément cités à la convention à d'autres utilisateurs sous réserve de compatibilité des activités avec celles de l'association.

#### Article 6 - Planning d'utilisation des locaux

Pour des raisons de sécurité et de surveillance des locaux, en particulier le week-end, un planning d'utilisation de l'ensemble des locaux mis à disposition de l'association sera remis lors de la réunion annuelle du planning des salles. En cas d'utilisation ponctuelle non-prévue, une information sera faite au service réservation de salles.

Les activités autorisées à titre dérogatoire par la commune se dérouleront impérativement en dehors des heures affectées aux activités de l'association.

#### Article 7 - dispositions financières concernant les locaux mis à disposition

Les locaux sont mis gratuitement à la disposition de l'association. Leur valeur locative mensuelle est estimée à 3.161€ du m<sup>2</sup> (valeur 2016).

Les charges locatives afférentes aux locaux mis à disposition seront supportées par la commune.

La mise à disposition de locaux et les charges supportées par la commune, seront valorisées et comptabilisées conformément aux dispositions du Plan comptable des Associations. Ces valorisations seront fournies au plus tard le 15 février à l'association.

#### Article 8 - Obligations générales

L'association s'engage à utiliser les locaux dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène, des bonnes mœurs ainsi que des règles de sécurité notamment en ce qui concerne les effectifs accueillis dans les locaux.

Il est rappelé qu'il est strictement interdit de fumer et d'introduire des boissons alcoolisées dans les locaux destinés à l'accueil des mineurs.

Un double des clés des locaux sera détenu par les services municipaux.

La Présidente de l'association, les responsables de section, la Directrice du Centre de Loisirs sont chargés chacun en ce qui les concerne, de faire respecter les termes de la présente convention dont ils sont co-signataires.

#### 8-1 Etat des locaux

L'association prend les locaux en l'état. Elle déclare bien les connaître pour les avoir vus et visités à sa convenance.

Un état des lieux des locaux sera effectué en présence de l'Association avant leur mise à disposition ; une visite des locaux sera organisée chaque année avec les services techniques pour faire le point sur les travaux à envisager.

L'association s'engage à conserver les locaux en bon état et à gérer dans un souci d'économie les énergies mises à sa disposition (électricité, eau, chauffage)

L'association s'engage à signaler sans délai à la commune, tout désordre, toute dégradation ou dysfonctionnement qu'elle serait amenée à constater sur le matériel ou les bâtiments.

#### 8-2 Transformation et embellissement des locaux

Toute transformation intéressant le gros œuvre ou tout aménagement intérieur important même temporaire devra faire l'objet d'une autorisation préalable de la commune et restera acquise sans indemnité à la collectivité en fin de mise à disposition, à moins que celle-ci ne préfère exiger le rétablissement des lieux en l'état primitif.

#### 8- 3 Dispositions relatives à la sécurité

L'association déclare :

- avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité ainsi que des consignes particulières ou spécifiques liées à certaines activités et s'engage à les respecter.
- avoir constaté avec le représentant de la commune l'emplacement des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie...) et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

Au cours de l'utilisation des locaux mis à disposition, l'association s'engage :

- à assurer le gardiennage ainsi que celui des voies d'accès
- à contrôler les entrées et les sorties des participants aux activités considérées
- à faire respecter les règles de sécurité par les participants.

#### Article 9- Entretien des locaux mis à disposition

Sauf dispositions contraaires prévues dans les dispositions spécifiques afférentes aux diverses activités ou sections, l'entretien des locaux confiés incombera aux adhérents de l'association sous la responsabilité de la Présidente de l'association, de la Directrice de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement et des responsables de section respectifs ainsi qu'aux utilisateurs ponctuels autorisés par la Commune.

#### Article 10 - Assurances

L'association s'assurera contre les risques locaux et les recours des voisins et des tiers pour tout dommage ayant son origine dans les lieux mis à disposition ou provoqué par les occupants.

L'assurance souscrite devra générer une garantie suffisante pour permettre la reconstruction des locaux ou des équipements confiés.

L'association devra fournir annuellement une attestation de sa compagnie d'assurance stipulant que les risques énumérés ci-dessus sont couverts.

Il appartient à l'association de garantir son mobilier personnel, le matériel et les marchandises liés à son activité.

La commune quant à elle a garanti sa responsabilité civile par une assurance appropriée.

Le contrat d'assurance souscrit par l'association sera joint en annexe.

#### Article 11 - Responsabilité Recours

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la commune et des tiers des conséquences dommageables résultant des infractions de son fait ou de celui de ses membres.



L'association répondra des dégradations causées aux locaux ou matériels présents dans ces locaux pendant qu'elle en aura la jouissance et commises tant par elle que par ses membres ou toutes personnes effectuant une intervention pour son compte.

L'association déclare en outre renoncer à tout recours en responsabilité contre la Commune en cas de vol, de cambriolage ou de tout autre acte délictueux ou criminel commis avec ou sans effraction, dont elle pourrait être la victime, de même qu'en cas de privation de jouissance suite à des dégâts ou dommages dont la commune pourrait être responsable à quelque titre que ce soit.

La Commune est titulaire auprès de son agence d'assurance d'un contrat comportant une clause de renonciation à recours vis à vis des occupants des locaux mis à la disposition de l'association par la Commune, au titre des garanties incendie, explosions, actions des eaux, quand celle-ci occupe les locaux pour une durée inférieure à 21 jours consécutifs.

L'association déclare faire son affaire personnelle de toutes réclamations ou contestations de tiers concernant son activité.

## Titre II – Dispositions relatives à l'activité Théâtre

Le titre II de la présente convention établit les modalités de mise à disposition de locaux à l'association Amicale Laïque pour son activité annexe Théâtre en complément des dispositions d'ordre général figurant au titre I de la convention.

### Article 1 – Engagement de la Commune

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, la Commune de Guilers autorise le déroulement de l'activité Théâtre de l'association Amicale Laïque dans la salle d'activités avec scène située à proximité du bureau d'accueil, dans l'enceinte des locaux dévolus à l'accueil de Loisirs sans hébergement.

La section Théâtre sera également autorisée à disposer d'une loge à la salle Robert Joubin pour entreposer son matériel.

### Article 2 – Destination des locaux

#### Salle d'activité

La salle d'activités située à proximité du bureau d'accueil, au rez de chaussée, accueillera l'activité Théâtre selon un planning établi annuellement, à l'occasion de la réunion de planning des salles. En cas d'utilisation non prévue au planning des salles, une information sera faite au service réservation de la Mairie.

Cette activité aura lieu en dehors des heures affectées à l'accueil des enfants par l'Accueil de Loisirs.

### Article 3 – Entretien de la salle

Conformément aux dispositions générales figurant au titre 1, les adhérents à l'activité Théâtre maintiendront la salle en parfait état de propreté sous la responsabilité de la Présidente de l'association

## Titre III - Dispositions spécifiques à l'Accueil de Loisirs sans Hébergement

Le titre III de la présente convention établit les modalités de mise à disposition de locaux à la section Accueil de Loisirs de l'association Amicale Laïque en complément des dispositions d'ordre général figurant au titre I de la convention.

### Article 1 - Engagement de l'association

L'association s'engage à œuvrer pour l'accueil des enfants de 3 à 12 ans, pendant les temps de loisirs, conformément aux missions qui lui sont reconnues dans l'article 2 du titre 1.

L'association déclare être en conformité avec l'autorisation d'ouverture délivrée par la Direction Départementale de la Cohésion Sociale.

L'association déclare par ailleurs se conformer aux lois et règlements en vigueur en matière d'encadrement.

### Article 2 - Engagement de la Commune

La Commune de Guilers soutient l'association Amicale Laïque section Accueil de Loisirs dans la poursuite de ses objectifs et des missions qui lui sont reconnues par l'article 2 en mettant gratuitement à sa disposition un ensemble de locaux qui lui appartient.

### Article 3 - Objet de la mise à disposition

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, la Commune de Guilers met à disposition de l'association Amicale Laïque, section Accueil de loisirs sans hébergement, pour son administration, l'accueil des familles, l'accueil des enfants et des activités, la restauration et le stockage de son matériel, un ensemble de locaux communaux qui se répartissent selon la liste détaillée ci-dessous :

#### 3 - 1 Locaux mis à disposition de l'Accueil de Loisirs :

#### Au sein de la Maison de l'Enfance situé dans l'aile droite du bâtiment

Ces locaux sont destinés à l'usage des activités de l'accueil de loisirs, cependant comme le précise l'article 4 titre 1, la commune pourra disposer de ces locaux en dehors des heures d'ouverture de l'ALSH.

##### ➤ Rez de chaussée :

- un bureau d'accueil
- des vestiaires
- 3 salles d'activités
- une tisanerie
- un bloc sanitaires collectifs et un bloc sanitaires individuels
- un local de rangement
- une salle de repos
- une cour entièrement clôturée
- un préau
- un local de rangement extérieur

##### ➤ Premier niveau :

- un hall
- 2 salles d'activités
- un local ménage
- un vestiaire
- un bloc de sanitaires
- un bureau

#### Les locaux pouvant être utilisés par la commune :

L'ensemble des salles d'activités pourront être utilisées par la commune en dehors des heures d'utilisation par l'accueil de loisirs pour des activités compatibles avec les activités de L'ALSH. La cour pourra également être utilisée par les partenaires de la Maison de l'Enfance en dehors des heures de fonctionnement de l'accueil de loisirs. L'occupation de ces locaux sera régie dans le cadre du règlement de fonctionnement de la Maison de l'Enfance.

Un plan est joint à la présente convention (annexe 1).

#### Utilisation de la cour et passage des véhicules :

Le chemin situé à l'arrière de la maison de l'Enfance étant prévu dans le cadre d'un cheminement doux à usage piétonnier, et n'est en aucun cas une voie d'accès aux bâtiments de l'ALSH. La circulation des véhicules sera donc limitée au maximum dans un souci de sécurité.

La cour ne devra en aucun cas servir de stationnement pour les véhicules de l'ALSH pendant les heures d'ouverture. Les deux fourgons seront garés sous le préau quand l'accueil ne fonctionnera pas ou sur les parkings prévus à cet effet (parking de l'Espace Pagnol).

#### 3-2 Autres locaux mis à disposition de l'accueil de loisirs :

##### Dans l'enceinte de l'Espace Pagnol :

- la salle Panisse accueillera la restauration des enfants fréquentant l'accueil de Loisirs.

En dehors des heures d'occupation par l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement, la Commune se réserve la possibilité d'attribuer la jouissance de cet espace à d'autres utilisateurs.

##### A l'Ecole Chateaubriand :

- la cuisine centrale municipale sera mise à disposition pour la préparation des repas

##### Utilisation d'autres salles communales par l'accueil de Loisirs :

L'association s'assurera de leur disponibilité auprès du service réservation de la Mairie avant d'établir son planning d'activités. Pour ces occupations ponctuelles, une demande écrite sera nécessaire.

#### Article 4 - Organisation de la restauration à l'Accueil de Loisirs

##### Mise à disposition des locaux :

La commune met à disposition de l'association les locaux suivants les mercredis, et du lundi au vendredi durant les vacances scolaires.

- salle Panisse
- office ainsi que le matériel l'équipant
- local de lavage
- toilettes

L'occupation de toute autre partie hors convention, notamment la salle Jean de Florette devra faire l'objet d'une demande préalable d'occupation auprès des services de la Mairie.

##### Préparation des repas :

Pour la préparation des repas, la Commune met à disposition de l'association, la cuisine centrale municipale située à l'école Chateaubriand. La préparation des repas sera effectuée par et sous la responsabilité du personnel salarié de l'association.

##### Transfert des plats et mise à disposition de personnel :

La Commune prendra en charge le coût et l'organisation matérielle du transfert des repas en liaison chaude entre la cuisine centrale et l'accueil de Loisirs. Cette prise en charge fera l'objet d'une valorisation financière.

#### Espace de restauration :

Les repas du personnel et des enfants accueillis par l'accueil de Loisirs seront pris dans la salle Panisse située dans l'Espace Pagnol. Le service sera assuré par le personnel salarié de l'association.

#### Utilisation des locaux :

L'association s'engage à utiliser les locaux dans le respect de l'ordre public, des bonnes mœurs. La salle panisse sera réservée à l'usage exclusif de la restauration. L'association s'engage à conserver les espaces mis à disposition en bon état et en assurer le nettoyage.

#### Conditions d'hygiène et de sécurité particulières :

L'association assurant un service de restauration, est tenue au respect et à la mise en place des règles fixées par l'arrêté du 29 septembre 1997 fixant les conditions d'hygiène applicables dans les établissements de restauration collective à caractère social et à appliquer un plan de maîtrise sanitaire.

Les documents y afférents (agrément et Plan de maîtrise sanitaire) devront être mis à jour autant que de besoin.

#### Article 5 - Entretien des locaux mis à disposition de l'Accueil de Loisirs

Dans les locaux mis à disposition de l'Accueil de Loisirs listés dans l'article 3 alinéa 1 un volet annuel de 226 heures de ménage sera effectué par le personnel communal pour le compte de l'association. Ces heures seront ventilées comme indiqué ci-dessous :

- 4 h/ semaine X 36 semaines pendant la période scolaire
- Les 82 heures restantes seront ventilées pendant les périodes de vacances scolaires

En dehors de ces interventions programmées de 226 heures, l'entretien courant est effectué par le personnel salarié de l'accueil de loisirs.

Pendant ses heures de présence, le personnel mis à disposition sera placé sous la responsabilité hiérarchique de la Commune, employeur et sous la responsabilité fonctionnelle de l'association.

#### TITRE IV DISPOSITIONS RELATIVES A LA MISE EN ŒUVRE DE LA NOUVELLE ORGANISATION DE LA SEMAINE SCOLAIRE

##### Article 1- Organisation de la prise en charge

Suite à la nouvelle organisation de la semaine scolaire liée à l'application de la loi relative à la Réforme des rythmes scolaires, il a été convenu que les animateurs de l'ALSH prenaient en charge les enfants le mercredi midi.

Le matin dès 9h30, les listes d'enfants inscrits au repas et à l'après-midi du mercredi à l'accueil de loisirs sans hébergement, doivent parvenir à chaque responsable des sites Chateaubriand et Pauline Kergomard qui informera les équipes enseignantes.

A 12h00, l'ALSH Les Flamboyants s'engage à venir récupérer sur les cours d'école (Chateaubriand Maternelle, Élémentaire, Groupe Scolaire Pauline Kergomard), les enfants inscrits à l'accueil de loisirs pour le déjeuner et l'après-midi du mercredi. En cas de pluie, les enfants seront récupérés à la garderie.



Les enfants des écoles Chateaubriand maternelle et élémentaire ainsi que les élémentaires du groupe scolaire Pauline Kergomard rejoignent l'accueil de loisirs sans hébergement à pied. Deux fourgons véhiculent les maternelles du groupe scolaire Pauline Kergomard vers l'accueil de loisirs. Par temps de pluie, les maternelles de l'Ecole Chateaubriand feront également le déplacement en fourgon.

Le personnel nécessaire sera mis à disposition pour assurer le transport et l'accompagnement des enfants, conformément à la réglementation en vigueur.

#### Article 2 Inscriptions des enfants de Guilers

Lors des inscriptions, l'accueil de loisirs sans hébergement veillera à laisser la priorité aux enfants résidant sur la commune.

### TITRE V. EXPRESSION DU SOUTIEN COMMUNAL ET CONTROLE DE LA COMMUNE

#### Article 1- Soutien financier

La commune s'engage à soutenir financièrement les objectifs de l'association. Conformément au principe d'annualité du budget, de l'article 2311-3-2 et de l'article 2311-7 du CGCT, la subvention annuelle de fonctionnement sera expressément sollicitée chaque année par l'Association sur la base d'un budget prévisionnel.

La subvention sera évaluée comme suit :

Nombre d'heures réalisées au 31 décembre de l'année n-1 \* forfait voté en conseil municipal.

Le nombre d'heures réalisées et prise en compte par la Commune est plafonné à 63 000h et un point sera fait en janvier de chaque année sur le nombre d'heures réalisées.

#### Modalités de versement :

- Un premier acompte au premier trimestre de l'année n: correspondant au 1/3 du montant de la subvention n-1.
- Un deuxième versement au plus tard le 30 juin, après étude annuelle du dossier de subvention: correspondant à la moitié du montant calculé sur la base du nombre d'heures réalisées sur l'année n-1 (déclaration CAF)
- au plus tard le 30 septembre : correspondant au reste dû pour l'année en cours

#### Article 2- Subvention liée à la prise en charge des enfants le mercredi midi

Une subvention de 600€ est allouée au transport des enfants correspondant au coût du trajet (34 mercredis X 8 kms X 0.35€ = 95.20€) et au coût du personnel (23€ X 34 mercredis = 516€).

Le versement de cette subvention interviendra en sus du dernier versement à savoir au plus tard le 30 septembre 2017.

#### Article 3 - Conditions d'utilisation des subventions attribuées

Les subventions allouées seront affectées à leur objet, dans le respect de la présente convention. Conformément aux règles de la subvention publique, l'association ne pourra les reverser en tout ou partie à tout autre organisme.

L'association s'engage à justifier à tout moment, sur simple demande de la Commune, de l'utilisation des subventions versées.

#### Article 4 - Contrôle financier de la collectivité

Il est rappelé que les dispositions de l'article L 1611-4 du Code général des collectivités territoriales selon lesquelles « toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la commune qui a accordé cette subvention ».

En conséquence sans contrevenir aux règles relatives à l'autonomie des associations et au principe de non-ingérence, l'association dans le cadre de la bonne gestion de l'aide publique, rendra compte régulièrement à la commune de ses actions au titre de la présente convention et sera soumise au contrôle financier de la commune et à l'ensemble des textes régissant l'attribution et le contrôle des fonds publics.

Chaque année un rapport d'activité et un rapport financier sera établi et sera remis avant le 1<sup>er</sup> juin.

#### Article 5 – Conseil d'administration et Représentant de la commune :

Comme prévu dans les statuts de l'association, le conseil d'administration se réunira une fois par trimestre. Un représentant de la Commune y sera convié ainsi qu'à l'assemblée générale.

#### Article 6 - Durée – renouvellement – dénonciation – modification

La présente convention est conclue à compter de la date de sa signature pour une durée de 3 ans.

Elle pourra également être dénoncée à la demande de l'une ou l'autre des parties par courrier recommandé adressé au plus tard le 30 novembre de chaque année.

Sous réserve de l'accord des parties concernées, elle pourra également être modifiée à tout moment, par avenant.

#### Article 7 - Résiliation

En cas de non-respect des obligations contenues dans la présente convention, elle sera résiliée de plein droit par la Commune à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Elle pourra être résiliée à tout moment par la commune pour des motifs d'intérêt général. La révocation pour un tel motif ne pourra donner lieu à aucune indemnisation. Un délai de préavis de 6 mois sera observé.

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou par la destruction des locaux par cas fortuit ou de force majeure.

## Titre V – Approbation et Signatures des parties

### Article 1 - Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention les parties font élection de domicile :

- en Mairie de Guilers pour la Commune
- en son siège social pour l'association

### Article 2 : Transmission au représentant de l'Etat

En application de l'article 2 de la loi du 2 mars 1982 la présente convention ne sera exécutoire qu'après transmission au Représentant de l'Etat.

### Article 3 : Signatures

La présente convention a été lue et approuvée par les différents signataires, chargés, chacun en ce qui le concerne, de la faire respecter.

Fait à Guilers le 26 juin 2017

Pour LA COMMUNE DE GUILERS  
Le Maire,

Pierre OGOR

Pour l'association,  
la Présidente,

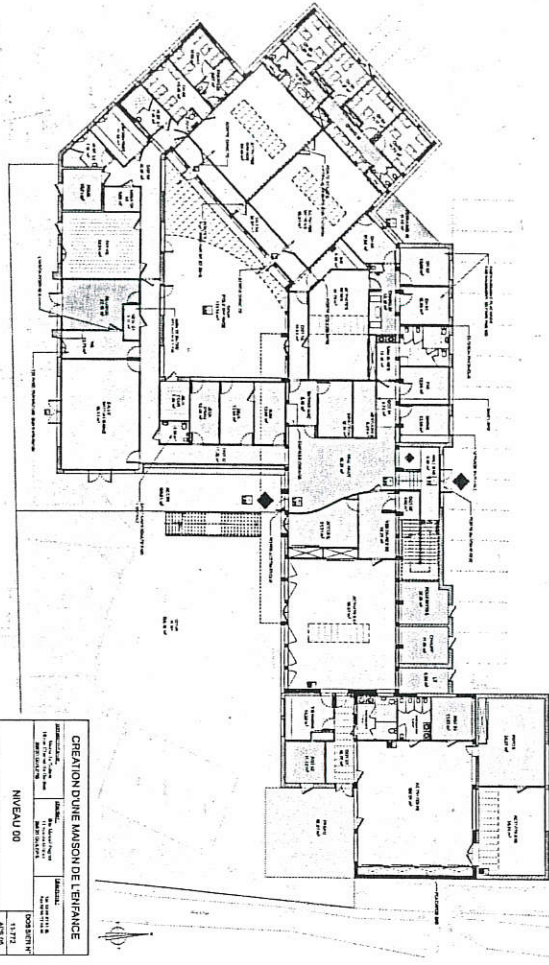
Yvonne ROBERT

Pour l'Accueil de Loisirs  
La Directrice,

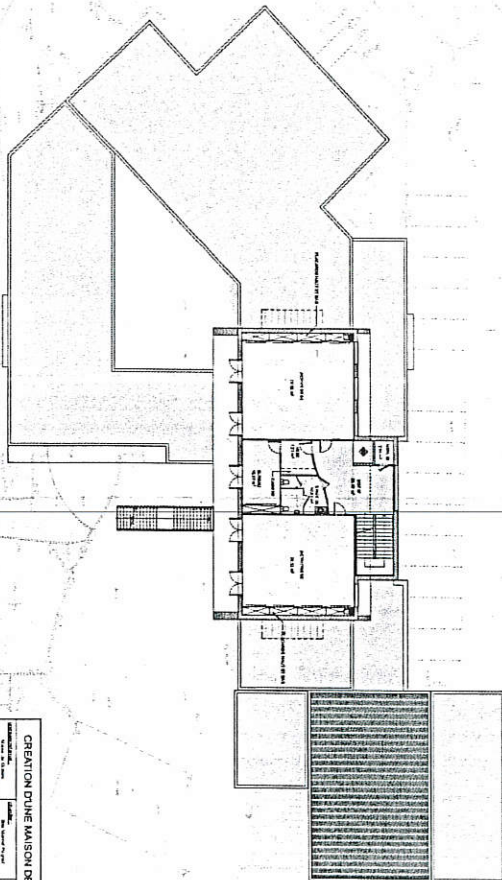
Estelle ROBERT



CREATION D'UNE MAISON DE L'ENFANCE			
PROJETANT	DATE	PROJETANT	DATE
PRISME ARCHITECTES	11/12/12	PRISME ARCHITECTES	11/12/12
10, rue de la République - 92100 CLAMART		10, rue de la République - 92100 CLAMART	
01 47 00 00 00		01 47 00 00 00	
PRISME ARCHITECTES		PRISME ARCHITECTES	
10, rue de la République - 92100 CLAMART		10, rue de la République - 92100 CLAMART	
01 47 00 00 00		01 47 00 00 00	
PRISME ARCHITECTES		PRISME ARCHITECTES	
10, rue de la République - 92100 CLAMART		10, rue de la République - 92100 CLAMART	
01 47 00 00 00		01 47 00 00 00	



CREATION D'UNE MAISON DE L'ENFANCE			
PROJETANT	DATE	PROJETANT	DATE
PRISME ARCHITECTES	11/12/12	PRISME ARCHITECTES	11/12/12
10, rue de la République - 92100 CLAMART		10, rue de la République - 92100 CLAMART	
01 47 00 00 00		01 47 00 00 00	
PRISME ARCHITECTES		PRISME ARCHITECTES	
10, rue de la République - 92100 CLAMART		10, rue de la République - 92100 CLAMART	
01 47 00 00 00		01 47 00 00 00	
PRISME ARCHITECTES		PRISME ARCHITECTES	
10, rue de la République - 92100 CLAMART		10, rue de la République - 92100 CLAMART	
01 47 00 00 00		01 47 00 00 00	







PROPOSITION D'AVENANT

AVENANT N° 1

OPERATION : CREATION D'UN BATIMENT DE VIE – TERRAIN SYNTHETIQUE –  
COMPLEXE SPORTIF LOUIS BALLARD

Maitrise d'Ouvrage/ Maitrise d'œuvre :

VILLE DE GUILERS

Mairie  
16, rue Charles de Gaulle  
29820 GUILERS

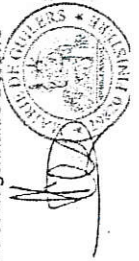
Lot N° 10 ELECTRICITE

Titulaire du marché : Entreprise CEGELEC  
10 bis, bld Gabriel Lippmann  
B.P. 155  
Brest cédex 9

Marché de base H.T.	Détail de l'avenant proposé	Montant H.T. de l'avenant	Soit un nouveau montant de marché de	Soit un marché TTC de
6 799.19 €	Fourniture et pose d'un coffret de chantier Fourniture et pose de prises complémentaires (électriques et informatiques)	1 089.62 €	7 888.81 € H.T.	9 466.57 €

A GUILERS le 6 avril 2017

Le Maître d'ouvrage/Maitre d'œuvre



Le titulaire du Marché

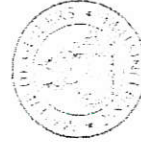
CEGELEC  
Société par Actions Simplifiée  
Capital 100 000 €  
RCS Brest 422 092 4000 - Kbis 422 092

Cegelec

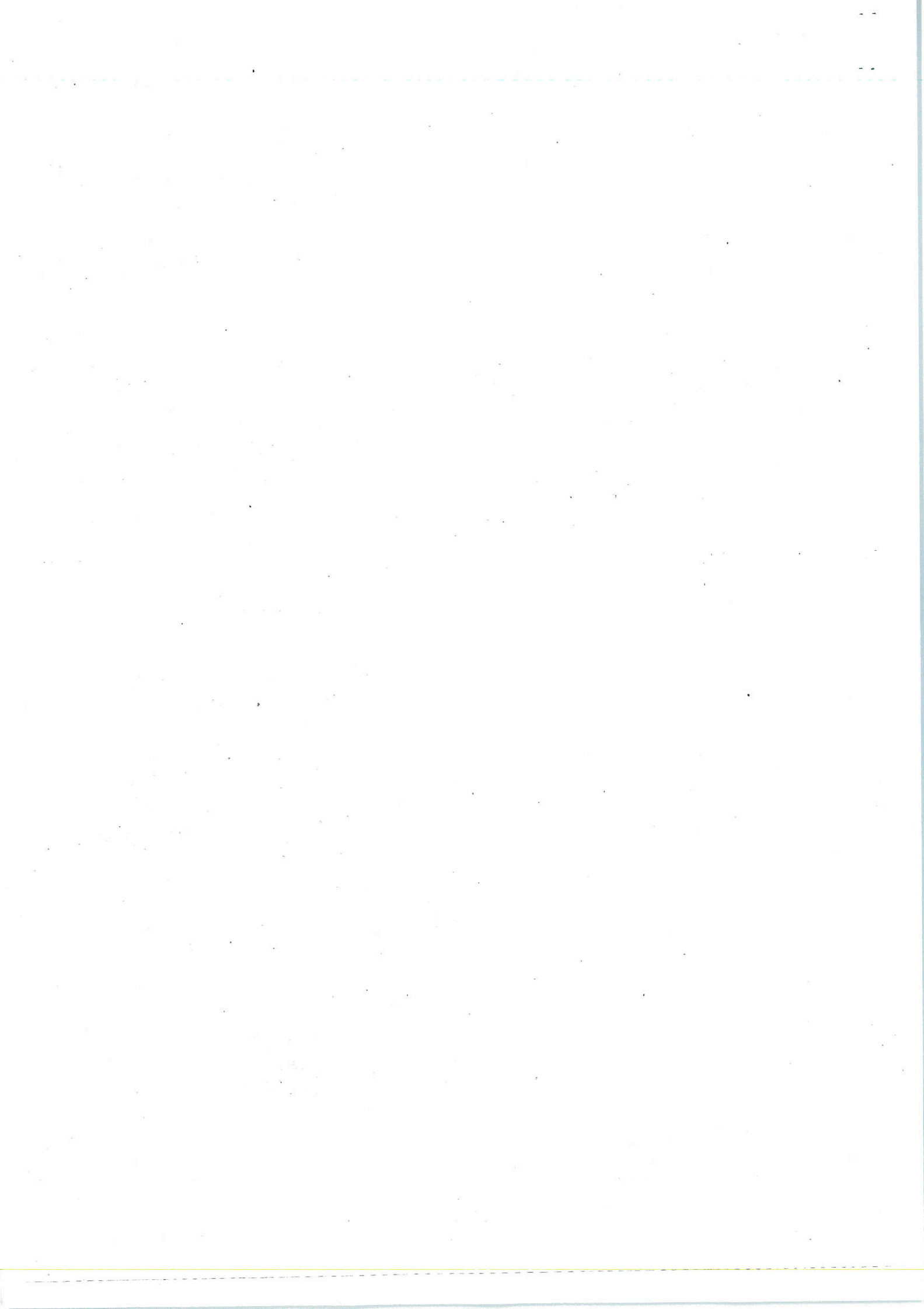
CEGELEC PORTES DE BRETAGNE

N°	Description	Unité	Quantité	Prix Unitaire	Prix Total
A1	10 Electricité				
	Branchement chantier. Pose et raccords d'un coffret de chantier (Marsoulin 32A pour la durée contractuelle de la construction (toutes désignations sur ce matériel seront déboursées par un devis transmis au compte pièces)	mhs	1	203,73 €	203,73 €
	Fourniture pose et raccordement de prise de courant électrique (220V~T)	U	3	131,97 €	395,91 €
	Fourniture pose et raccordement de prise de courant (220~T)	U	1	76,84 €	76,84 €
	Fourniture pose et raccordement d'une prise VGA en salle de réunion + Alimentation sur PC en parallèle sur du futur vidéoprojecteur	mhs	1	209,45 €	209,45 €
	Sous-total 10 Electricité				1 037,73 €
	Régie H.T.				1 037,73 €
	Elude				51,89 €
	Sous-total Ville de Guilers				1 089,62 €
	Total devis HT				1 089,62 €
	TVA 20.00%				217,92 €
	Total TTC.				1 307,54 €

6/4/2017



Par le Maire  
37 Vuille  
Maire de Guilers

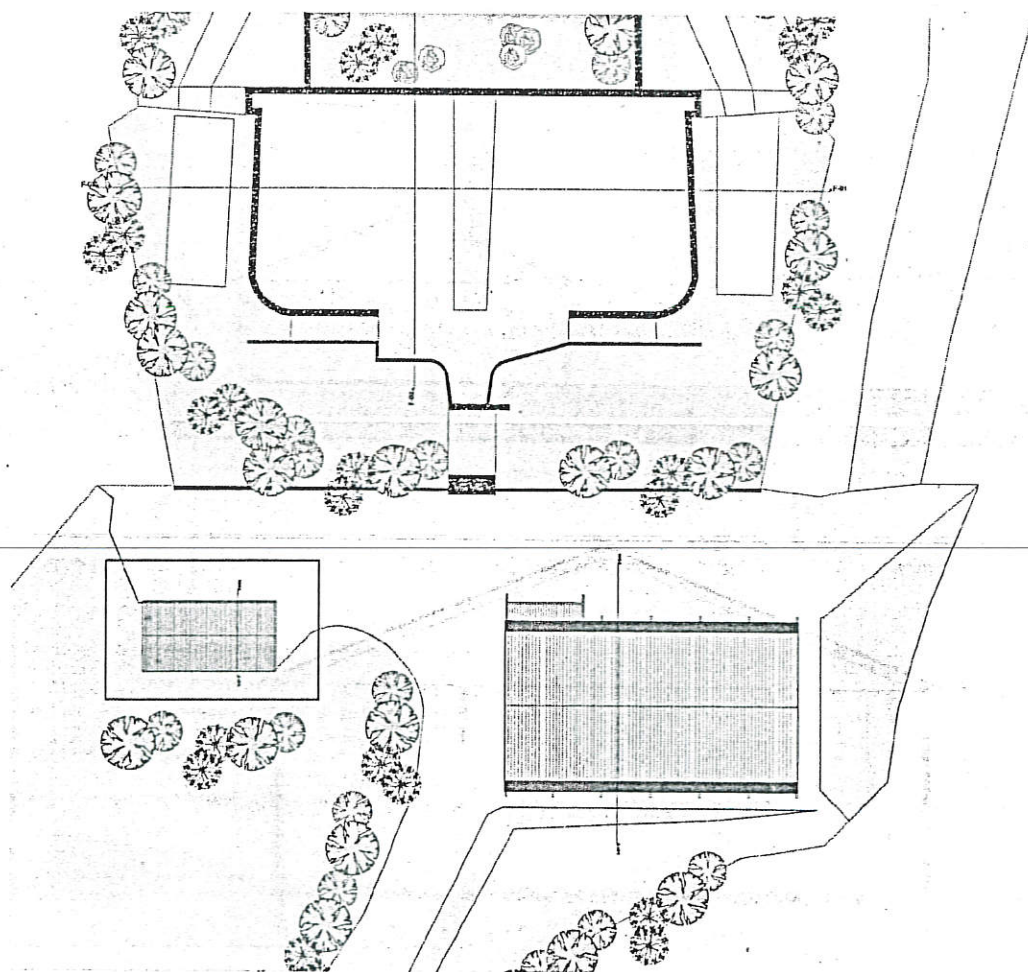




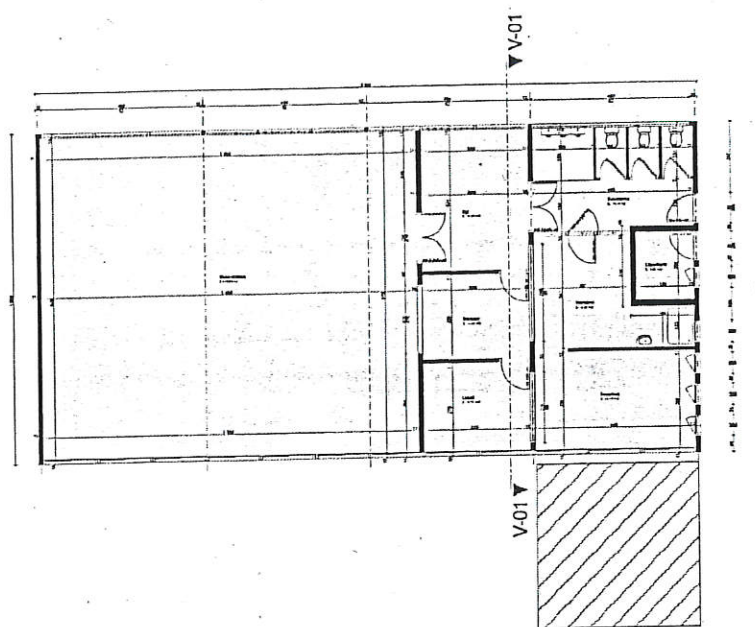
BS

PENFELD

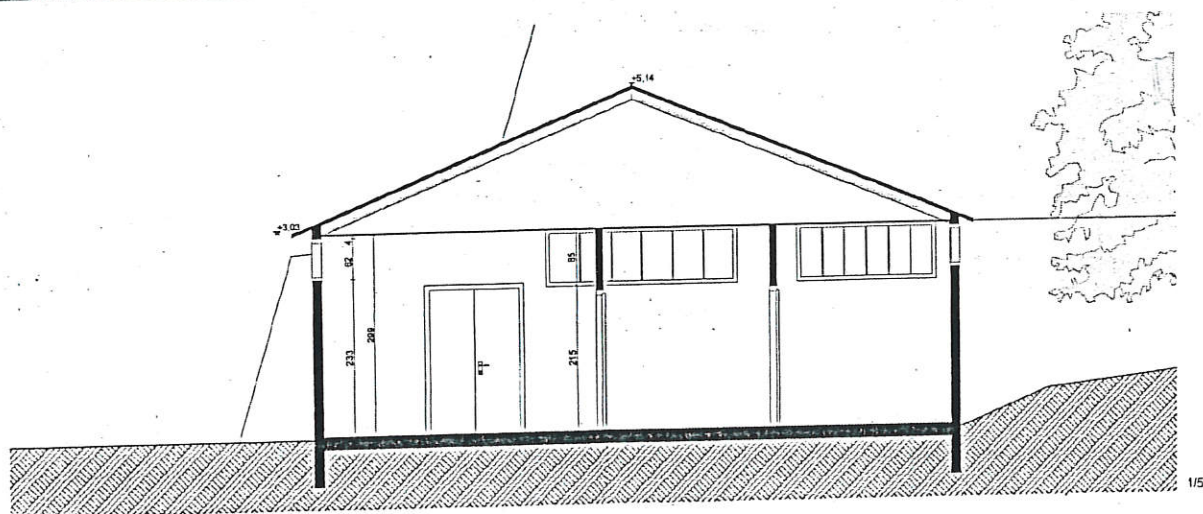
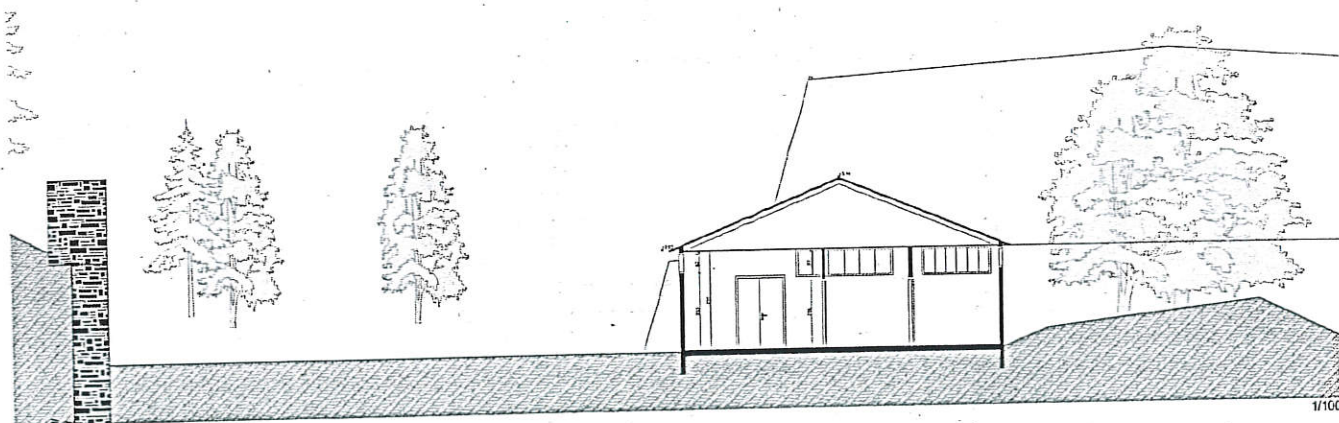
PLAN DE MASSE GENERAL	O <sup>6</sup>
	Entrepreneur Architecture Urbanisme
	DOSSIER N°
	17-251
	ESQ 01
	02/05/2017
PLAN ECH:	SL
	301
	1/500



IMPLANTATION DU VESTIAIRES	O <sup>6</sup>
	Entrepreneur Architecture Urbanisme
	DOSSIER N°
	17-251
	ESQ 01
	02/05/2017
PLAN ECH:	SL
	302
	1/500



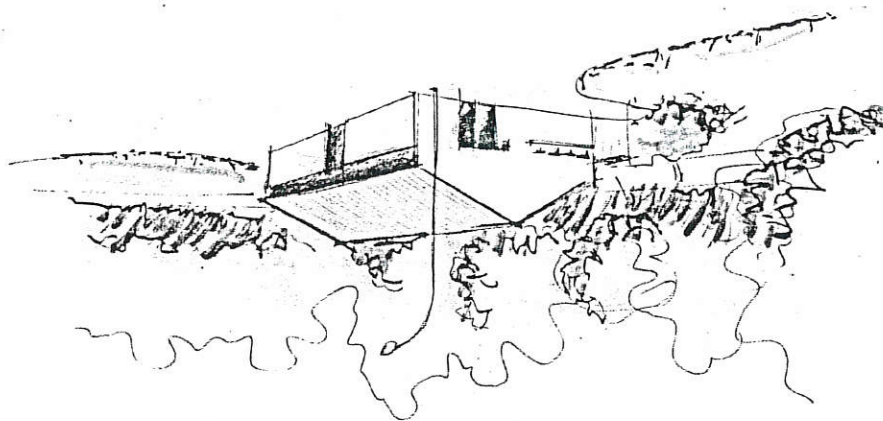
NIVEAU 00 - EXISTANT	O <sup>6</sup>
	Environnement Architecture Urbanisme
	DOSSIER N°
	17-251
	ESC 01
	02/05/2017
	SL
	PLAN ECH:
	303 1/100



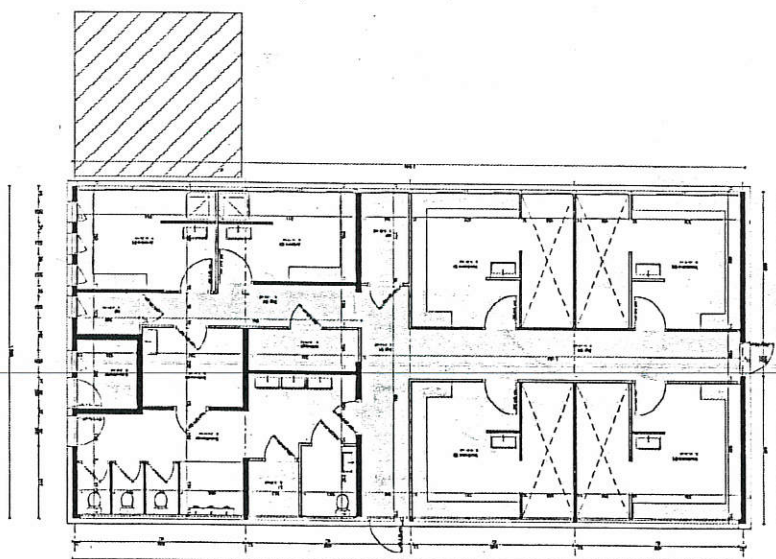
COUPE EXISTANTE	O <sup>6</sup>
	Environnement Architecture Urbanisme
	DOSSIER N°
	17-251
	ESC 01
	02/05/2017
	SL
	PLAN ECH:
	304

PERSPECTIVE 01 - PROJET	
306	PLAN
EDP	SL
06/05/2017	ESQ 01
17-251	DOSSIER N°
Direction Architecture Urbanisme	

VUE PERSPECTIVE  
2017

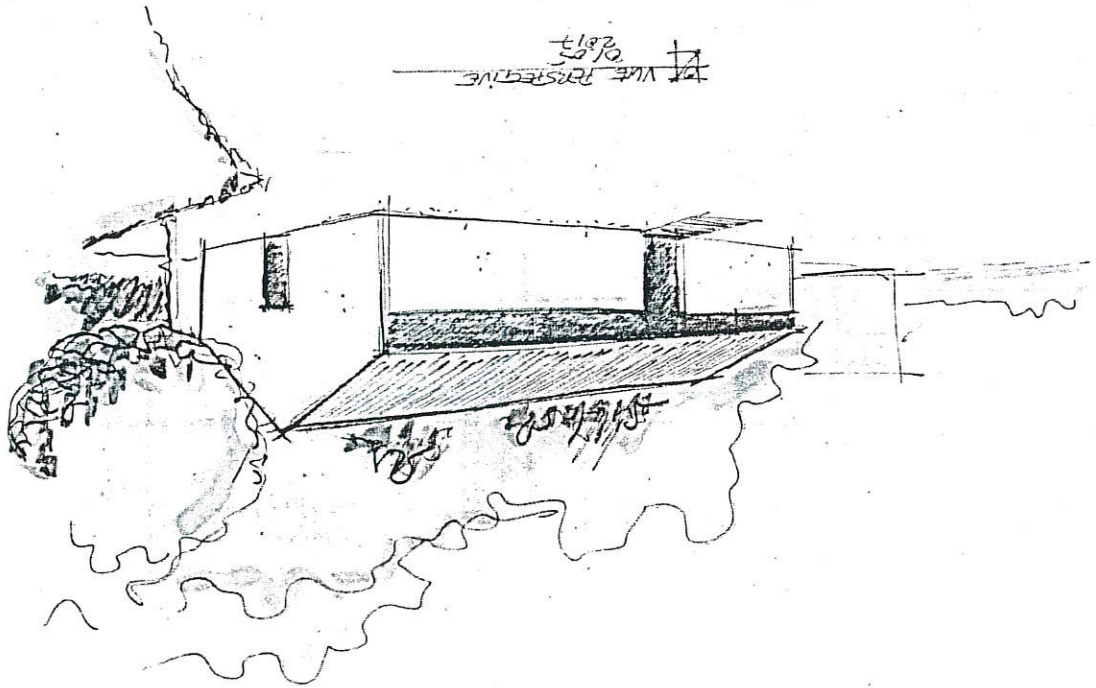


NIVEAU 00 - PROJET	
306	PLAN
EDP	SL
06/05/2017	ESQ 01
17-251	DOSSIER N°
Direction Architecture Urbanisme	





PROJET	PROJET
PLAN	PLAN
DATE	DATE
02/05/2017	02/05/2017
ESQ 01	ESQ 01
17-251	17-251
DOSSIER N°	DOSSIER N°
17-251	17-251



**O' Environnement Architecture Urbanisme**  
 Société d'Architecture  
 1, rue des Héraldes  
 94000 Créteil  
 01 47 48 81 99  
 www.oa-architecture.fr

Estimation travaux Descriptif sommaire	
Vestiaires Perfeld Mairie de Guilers Site Fort de Penfeld	
29820 GUILERS	17-251
Dossier n°	

Monsieur Le Maire  
 Hôtel de Ville  
 16, rue Charles de Gaulle  
 29820 GUILERS

Brest,  
 3 mai 2017

#### ESTIMATION TRAVAUX (sur base documents cadastraux)

Données	
Surface local	205,22 m2
extérieure	196,18 m2
intérieure	
Élévations	195,00 m2
Extérieure	26,55 m2
Fenêtres	3,60 m2
Portes dont 1 CF	
Toiture	232,00 m2

#### TRAVAUX

##### GROS ŒUVRE - TERRASSEMENT

Raccordement EU sur réseau existant	4 000 €HT
Transformation d'ouvertures	9 400 €HT
140/260 x 2	
180/200 x 1	
150/200 x 2	
fermetures	
180/200 x 1	
90/200 x 1	
300/300 x 1	
Dépose du revêtement de sols PVC	112,00 m2
Dépose des plafonds	196,00 m2
1,200/600	
TOTAL :	19 200 €HT

<b>COUVERTURE</b>	
Nettoyage / démaillage couverture existante	232,00 m2 7 000 €HT
Reprise des gouttières	40,80 ml 6 000 €HT
Remplacement des DEP	12,00 ml 1 800 €HT
Dauphin fonte	4,00 U 3 200 €HT
<b>TOTAL :</b>	<b>18 000 €HT</b>

<b>MENUISERIES EXTERIEURES</b>	
Portes	90/200 4,00 U 4 200 €HT
Ensemble fenêtres	26,55 m2 12 700 €HT
Grilles galva, nettoyage, traitement	1,00 ens. 2 000 €HT
<b>TOTAL :</b>	<b>18 900 €HT</b>

<b>ITE</b>	
Isolation thermique par l'extérieur Compris bannes, rebord tableaux, appuis, polystyrène graphité 140mm R= 4.50 m2 kW, enduit de finition gratité fin	165,00 m2 29 700 €HT
<b>TOTAL :</b>	<b>29 700 €HT</b>

<b>CLOISONNEMENTS</b>	
Cloisons de distributions	154,02 U 12 322 €HT
<b>TOTAL :</b>	<b>12 322 €HT</b>

<b>MENUISERIE BOIS</b>	
Portes	13,00 U 7 800 €HT
Bancs	26,00 ml 4 700 €HT
Supports	26,00 ml 3 200 €HT
Patères	100,00 U 2 000 €HT
<b>TOTAL :</b>	<b>17 700 €HT</b>

<b>FAUX-PLAFONDS</b>	
Coupe feu	20,00 m2 1 200 €HT
Dalles	800/600 176,00 m2 6 200 €HT
<b>TOTAL :</b>	<b>7 400 €HT</b>

<b>ELECTRICITE</b>	
TGBT	1,00 ens 2 000 €HT
Eclairage	196,00 m2 6 800 €HT
Prises	1,00 ens 2 000 €HT
Eclairage extérieur	4,00 U 1 600 €HT
<b>TOTAL :</b>	<b>12 400 €HT</b>

<b>PLOMBERIE</b>	
Locaux arbriles	1 ensemble 2,00 U 2 400 €HT
Lababos sanitaires	600 €HT
Douches vestiaires	4 ensemble 4,00 U 8 800 €HT
Boucle sanitaire	2 500 €HT
Réseaux EF- EC- EU	1,00 ens 4 200 €HT
<b>TOTAL :</b>	<b>18 500 €HT</b>

<b>REVETEMENTS DE SOLS</b>	
Carrelage grès cérame	196,00 m2 11 760 €HT
<b>TOTAL :</b>	<b>11 760 €HT</b>

**PEINTURE**

Parois	308,00 m2
Plafonds	20,00 m2
Portes	65,00 m2
	10 000 €HT
<b>TOTAL :</b>	<b>10 000 €HT</b>

**VMC**

Vmc	1,00 ens
	15 000 €HT
<b>TOTAL :</b>	<b>15 000 €HT</b>

**ESTIMATION TRAVAUX**

GROS ŒUVRE - TERRASSEMENT	19 200 €HT
COUVERTURE	18 000 €HT
MENUISERIES EXTERIEURES	18 900 €HT
ITE	29 700 €HT
CLOISONNEMENTS	12 322 €HT
MENUISERIE BOIS	17 700 €HT
FAUX-PLAFONDS	7 400 €HT
ELECTRICITE	12 400 €HT
PLOMBERIE	18 500 €HT
REVELLEMENTS DE SOLS	11 760 €HT
PEINTURE	10 000 €HT
VMC	15 000 €HT
	<b>130 002 €HT</b>

Honoraires maîtrise d'œuvre :

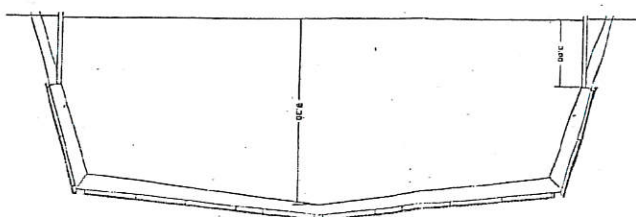
	1 765 €HT
<b>TOTAL :</b>	<b>132 647 €HT</b>

Olivier ABALLEA  
Architecte DPLG

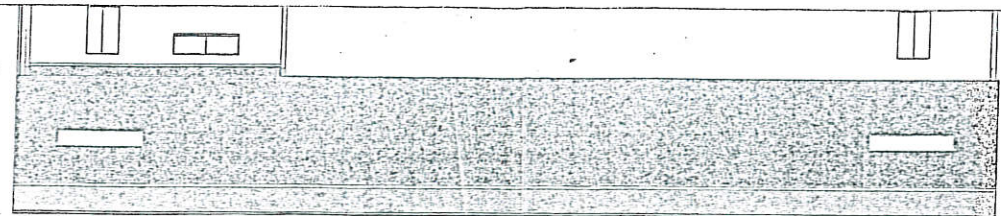
*(Signature)*

Intervenant: DPLG DE PEINTURE  
N° Immatriculé: 200 059 5051  
Nom Entreprise: HALL DE SPORTS  
M: 06090901000000  
Date: 30/03/2020  
Fait le: 2/2  
Echelle: 1/150

**COUPE**

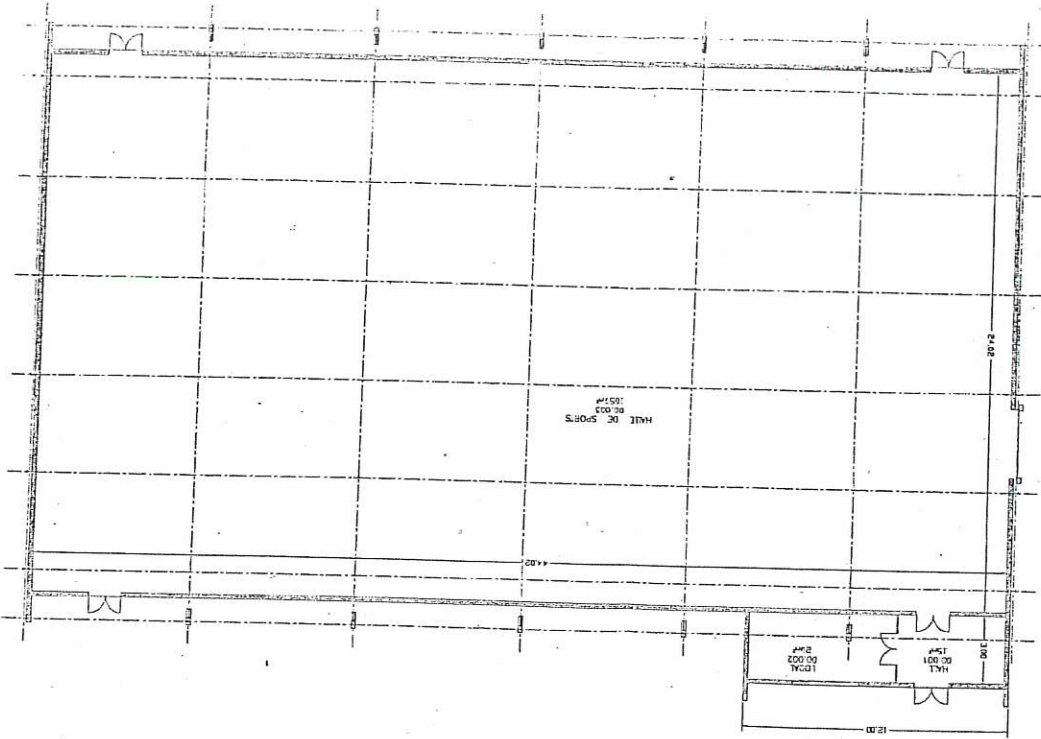


**FACADE**





# REZ DE CHAUSSEE



Intérieur: 1037m²  
 Date: 30/03/2000  
 Echelle: 1/2  
 Plan: 1/2  
 Lieu: Commune de Sports  
 Ré: Intérieur: 1037m²  
 Ré: Intérieur: 1037m²



## Avenant à la convention d'aide à la rénovation des EAJE signée le 23 août 2011

Par décision de la Commission Sociale en date du 30 septembre 2014,

En référence à l'Article 2 de la convention d'aide à la rénovation précitée déterminant la destination sociale du fonds de rénovation attribué à la Commune de Guilers :

- Halle-garderie Les petits poussins – 15 places – rue A Lemonnier – 29 280 Guilers

et conformément à :

- l'Article 7 stipulant le maintien de la destination sociale de l'établissement pendant une durée de 10 ans à compter de la signature de la convention,
- l'Article 8 concernant le respect des termes de la convention.

Il est convenu :

entre :

la Commune de Guilers, représentée par Monsieur Pierre OGOR, Maire, dont le siège est situé 16 rue Charles de Gaulle – 29820 GUILERS,

et :

la Caisse d'Allocations Familiales du Finistère, représentée par Madame Pascale PLESSIS-MIOSSEC, Directrice par intérim, dont le siège est 1 rue Porzmozguer – 29602 BREST CEDEX.

### Article 1 - Affectation des locaux

La Commune de Guilers s'engage à affecter les locaux ayant bénéficié de l'aide à la rénovation pour un montant de 55 500 €, (décision du Conseil d'Administration du 16 février 2010) sur la période allant de mars 2014 à septembre 2021 à :

- des activités proposées par les associations d'assistantes maternelles,
- des activités organisées par le Centre social l'Agora destinées aux jeunes enfants accompagnés de leurs parents / grands parents,
- la ludothèque.

### Article 2 - Remboursement partiel de la subvention « aide à la rénovation »

La récupération des sommes versées au prorata de la période non conforme à la destination initiale de l'équipement s'élève à : 42 550 €.

Compte tenu que la destination des locaux demeura en direction du public enfance et petite enfance sur la totalité de la période allant jusqu'à septembre 2021 :

- la Caf du Finistère accorde à la Commune de Guilers une remise de 50 % du montant dû, soit 21 275 € sur le montant à rembourser,
- la Commune de Guilers remboursera à la Caf du Finistère (à l'ordre de Madame l'Agent Comptable Caf du Finistère) 50 % du montant dû, soit 21 275 €.

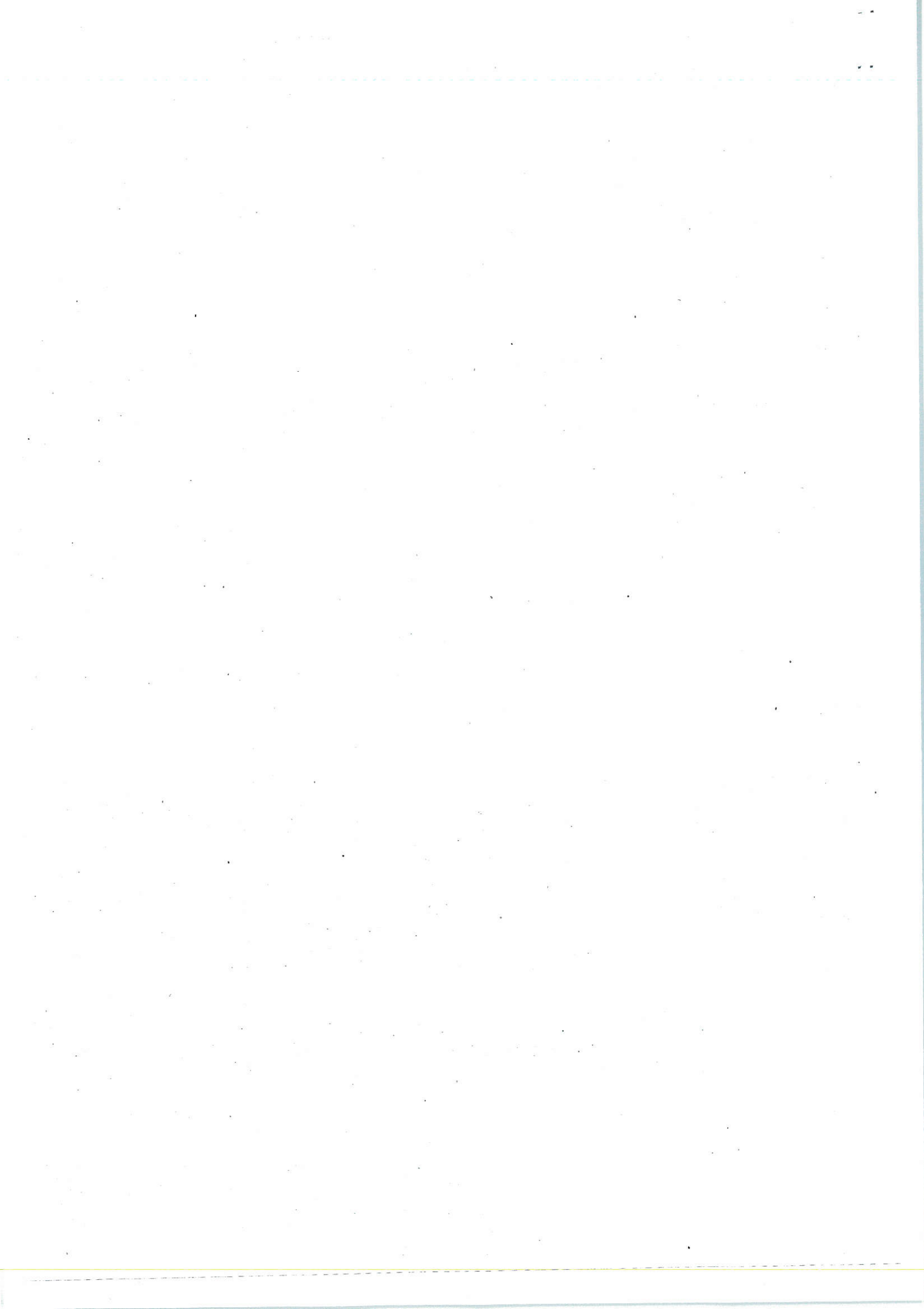
Avenant fait en 2 exemplaires

Fait à BREST, le 13 avril 2017

Fait à Guilers, le.....

La directrice par intérim de la CAF du Finistère	Le maire de Guilers
Pascale PLESSIS-MIOSSEC	Pierre OGOR





## Annexe 1 – Modalités et outils mis en œuvre par Brest métropole et les communes

### a) Priorisation des travaux de proximité dans les domaines de la voirie et des espaces verts :

Deux types de projet ont été définis : les projets structurants et les projets de proximité. Des enveloppes budgétaires sont allouées à la réalisation de ces travaux. A l'issue du processus d'élaboration du programme des travaux pour la commune, ce programme est soumis à l'avis du Conseil municipal sous la forme d'une délibération annuelle.

Un état récapitulant les programmes de proximité de l'année 2017 pour la Commune de Guilers (travaux de voirie réalisés en régie et par entreprise, et travaux espaces verts de proximité) est annexé à la présente délibération.

### b) Instances trimestrielles afin de faire le point sur les réalisations et projets en présence du vice-président du territoire et des élus référents des Communes membres :

Ces instances réunissent les vice-présidents territoriaux, les élus référents des Communes membres et les services métropolitains.

### c) Au quotidien, utilisation d'un logiciel commun « relations aux administrés » permettant un suivi et une traçabilité des demandes d'intervention sur l'espace public :

Sont annexées à la présente délibération les statistiques annuelles de l'année 2016 issues de l'application « Relations aux administrés », dont vous trouverez les éléments principaux ci-dessous :

#### Statistiques relations aux administrés 2016 :

➤ 2532 fiches R.A. pour le territoire NORD dont 263 pour Guilers, 205 pour Bohars et 413 pour Gouesnou.

➤ Répartition des fiches R.A. pour la commune de Guilers : signalisation (51), voirie (47), éclairage public (45), Eau (24), espaces verts (14), propreté déchets (7) et déplacements (7).

Sur ces 263 fiches, 20 signalements en ligne sur internet.

### d) Bilan annuel des crédits métropolitains territorialisés engagés sur le territoire communal :

Les dépenses en « coûts bruts directs » englobent les charges de fonctionnement (masse salariale, contrats, matériels, énergie...) et d'investissements réalisés à partir du Compte administratif 2015.

La Métropole a investi 2 659 926 € (CA) en 2015 sur le territoire de Guilers dans le cadre des quatre politiques publiques « collecte et traitement des déchets », « voirie », « éclairage public », et « espaces verts », pour un coût moyen de 338 € par habitant de Guilers et un coût moyen de 275 € par habitant de la Métropole.

#### ➤ Collecte et traitement des déchets :

- 1 197 km de voies de collecte pour la Métropole
- 88 km de voies de collecte pour la commune de Guilers
- 1 121 k€ dont 679 k€ de collecte et 442 k€ de traitement pour Guilers
- 142 € par habitant pour la commune de Guilers

#### ➤ Voirie :

- 977 k€ en voirie – espaces publics pour la commune de Guilers
- 11 € par ml de voirie pour Guilers
- 12,2 € par ml de voirie pour la Métropole

#### ➤ Eclairage Public :

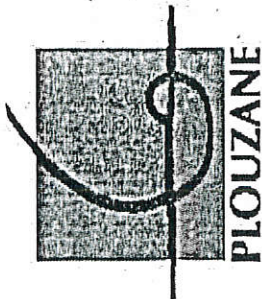
- 1653 points sur la commune pour un total de 34 469
- 223 k€ en éclairage public et réseaux pour la commune de Guilers
- 29 € par habitant pour la commune de Guilers
- 31 € par habitant pour la Métropole

#### ➤ Espaces Verts :

- 337 k€ en espaces verts pour la commune de Guilers
- 44 € par habitant pour la commune de Guilers
- 64 € par habitant pour la métropole







**Acquisition d'un décompacteur - Mutualisation Intercommunale**  
Répartition des frais d'acquisition entre les sept communes - Montant définitif

Coût acquisition décompacteur : 13 000 € HT  
Coût acquisition remorque : 3 067,93 € HT

Montant TTC	19 264,42 €
FCIVA / 2015	3 150,14 €
Coût total déduction FVTVA	16 104,28 €

Montant annuel	3 220,86 €
----------------	------------

	Guilers	Gulpavas	Gouesnou	Le Relecq Kerhuon	Plougastel-Daoulas	Plouzane	Milizac	Coût annuel
2 016		644,17 €	644,17 €		644,17 €	644,17 €	644,17 €	3 220,86 €
2 017	460,12 €	460,12 €	460,12 €	460,12 €	460,12 €	460,12 €	460,12 €	3 220,86 €
2 018	460,12 €	460,12 €	460,12 €	460,12 €	460,12 €	460,12 €	460,12 €	3 220,86 €
2 019	460,12 €	460,12 €	460,12 €	460,12 €	460,12 €	460,12 €	460,12 €	3 220,86 €
2 020	460,12 €	460,12 €	460,12 €	460,12 €	460,12 €	460,12 €	460,12 €	3 220,86 €
Participation communale	1 840,49 €	2 484,66 €	2 484,66 €	1 840,49 €	2 484,66 €	2 484,66 €	2 484,66 €	16 104,28 €

Versement 2016	<u>Guipavas</u>	2 484,66 €
	<u>Gouesnou</u>	2 484,66 €
	<u>Plougastel-Daoulas</u>	2 484,66 €
	<u>Milizac</u>	2 484,66 €
Versement 2017	<u>Le Relecq Kerhuon</u>	1 840,49 €
	<u>Guilers</u>	1 840,49 €



# Rapport retraçant l'activité de l'établissement et l'utilisation des crédits engagés par l'établissement dans les communes (ex-article 34 de la loi du 16 décembre 2010) Année 2015

## Introduction

L'article 34 de la loi du 16 décembre 2010 a imposé l'élaboration d'un rapport retraçant l'activité de l'établissement et l'utilisation des crédits engagés par l'établissement dans chaque commune.

L'article L5211-39 du code général des collectivités territoriales (CGCT) était ainsi rédigé :

« Le président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) adresse chaque année, avant le 30 septembre, au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement et l'utilisation des crédits engagés par l'établissement dans chaque commune, accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant de l'établissement. Ce rapport fait l'objet d'une communication par le maire au conseil municipal en séance publique au cours de laquelle les délégués de la commune à l'organe délibérant de l'EPCI sont entendus. Le président de l'EPCI peut être entendu, à sa demande, par le conseil municipal de chaque commune membre ou à la demande de ce dernier ».

La loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles a supprimé cette obligation.

Toutefois, il a été décidé de maintenir la publication de ces données selon les modalités définies par le groupe de travail des élus en 2013.

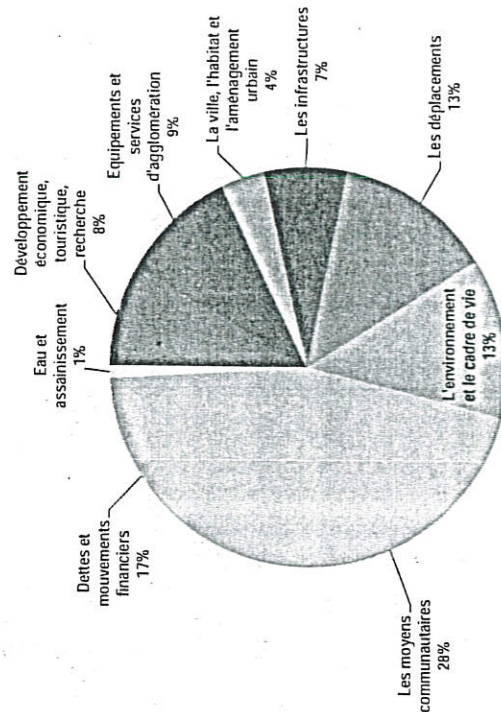
## La typologie des dépenses communautaires

Les dépenses réelles du compte administratif 2015 s'élèvent à 385,5 M€ au total, dont 276,8 M€ de dépenses de fonctionnement et 108,7 M€ de dépenses d'investissement.

Tableau : données brutes du compte administratif 2015 (en milliers d'euros)

Politique	Fonctionnement	Investissement	Total
I Développement économique, touristique, recherche	16 976	14 958	31 934
II Equipements et services d'agglomération	2 471	34 280	36 751
III La ville, l'habitat et l'aménagement urbain	7 514	6 445	13 959
IV Les infrastructures	9 792	16 050	25 841
V Les déplacements	13 889	35 520	49 408
VI L'environnement et le cadre de vie	10 527	39 294	49 821
VII Les moyens communautaires	4 196	105 670	109 866
VIII Dettes et mouvements financiers	43 023	21 050	64 073
IX Eau et assainissement	315	3 485	3 800
Total	108 703	276 751	385 453

Dépenses réelles totales CA 2015



Dans un premier temps, il importe de déterminer une typologie des dépenses permettant de faire la distinction, au sein des différentes politiques publiques, entre les crédits qui peuvent être ventilés et ceux qui, par nature, ne peuvent être territorialisés par communes.



## La ventilation des dépenses par commune : l'exemple des politiques offrant des services à la population

Comme depuis 2012, il est décidé de réaliser l'exercice de répartition territoriale des dépenses communales sur quatre politiques publiques :

- La collecte et le traitement des déchets,
- La voirie,
- L'éclairage public,
- Les espaces verts.

Pour chaque politique étudiée, la méthode validée par le groupe de pilotage a consisté à :

- Identifier les coûts bruts directs de fonctionnement et les dépenses d'investissement réalisées à partir des chiffres du compte administratif par centres de coût et par programmes ;
- Proposer une répartition des dépenses concernées par commune à partir de critères à la fois simples, lisibles et quantifiables (au réel ou forfaitaires) ;
- Proposer un ou plusieurs indicateurs pertinents permettant d'analyser les résultats de la répartition (par exemple, le coût par habitant).

L'analyse s'est concentrée sur la notion de « coûts bruts directs », qui englobent les charges indispensables à la réalisation d'une prestation : masse salariale, contrats, entretien des matériels et véhicules, énergie, etc.

L'analyse n'intègre pas les coûts indirects (ex : charges de structure liées aux fonctions support tels que DRH, finances, DSIT, etc.) ni les éventuelles recettes venant en atténuation des charges (ex : revente de matériaux, aides d'éco-emballage, etc.).

Le tableau de la page suivante présente la valeur de différents critères physiques permettant d'analyser les résultats de la répartition par commune.

Ainsi, il est proposé de distinguer trois catégories de dépenses communales :

- les dépenses liées à l'administration de la commune,
- les politiques qui concourent au rayonnement global de l'agglomération,
- les politiques offrant des services à la population.

### A - Les dépenses liées à l'administration de la commune

Elles concernent les moyens communales (politique VII) ainsi que les remboursements de dette et les mouvements financiers (politique VIII).

Les dépenses liées à l'administration générale de la commune ne font pas partie des dépenses « engagées par l'établissement dans chaque commune » et doivent donc être considérées comme des dépenses non ventilables par nature.

Au total, au CA 2015 les dépenses d'administration non ventilables représentent 174 M€, soit 45 % des dépenses communales. A noter que les moyens communales comprennent les mises à disposition de personnel (pour 62,8 M€) et les services communs (pour 18,3 M€).

### B - Les politiques qui concourent au rayonnement global de l'agglomération

Il s'agit des interventions suivantes :

- Les actions de développement économique : aménagement et gestion des zones d'activités, zone portuaire, aéroport, enseignement supérieur, recherche, formation, tourisme, haut débit, etc. ;
- La politique de la ville : insertion, prévention de la délinquance ;
- Les actions de planification en matière d'urbanisme et de logement : SCOT, PLU, PLUH, etc. ;
- La construction et la gestion des grands équipements sportifs et culturels d'agglomération : Quartz, Océanopolis, Parc de Penfeld, Rinkla, Brest Arena, Carène, piscines, centres nautiques, ports de plaisance, la Recouvrance, musées, conservatoire de musique, etc. ;
- L'organisation des grands événements tels que les fêtes nautiques internationales ;
- Les actions en faveur de la préservation de l'environnement : lutte contre les pollutions, maîtrise de l'énergie, etc. ;
- Les infrastructures : signalisation lumineuse, régulation du trafic, ouvrages d'art, gestion du stationnement, extension du réseau de chaleur ;
- Le soutien à Laboea ;
- Le programme de la liaison aérienne par câble et les investissements en faveur des transports urbains.

Il n'appartient pas de territorialiser ces différentes interventions qui ne bénéficient pas aux habitants d'une commune en particulier et qui contribuent plus largement à l'attractivité de la métropole brestoise.

Au CA 2015, les dépenses de rayonnement global représentent 102 M€, soit 27 % des dépenses communales.

### C - Les politiques offrant des services à la population

Les dépenses concernées peuvent être ventilées par commune, sous réserve de déterminer des critères techniques suffisamment pertinents. En effet, la seule lecture budgétaire ne permet d'avoir pas une vision précise de la localisation des dépenses.

Il s'agit des politiques concernant les espaces publics : les déplacements, la voirie, la signalisation, l'éclairage public, la collecte et le traitement des déchets ménagers, la propreté, l'eau et l'assainissement, les espaces verts, la prévention des risques (contingent SDIS), les créations et extensions de cimetières, etc.

Au CA 2015, les dépenses de services à la population localisables représentent 109 M€, soit 28 % des dépenses des communes.



1°) La collecte et le traitement des déchets

Les coûts directs identifiés au CA 2015 s'élèvent à 21 089 842 €, décomposés de la manière suivante :

- 43 % pour la collecte,
- 57 % pour le traitement.

En euros	CA 2015 réparti
• Salaires :	6 740 982
• Prestations :	10 573 769
• Carburants :	525 491
• Entretien véhicules :	549 424
• Autres charges :	872 216
• Total fonctionnement :	19 261 882
• Travaux :	654 372
• Acquisition matériels :	1 170 385
• Autres dépenses :	3 204
• Total investissement :	1 827 961
• Total général :	21 089 842
• dont collecte	9 157 210
• dont traitement	11 932 633
	43 %
	57 %

Les critères retenus pour la répartition des coûts par commune sont les suivants :

Prestation / dépense	Critères de répartition retenus
• Collecte :	au prorata du linéaire de voies urbaines et suburbaines (hors chemins ruraux)
• Traitement :	au prorata de la population

A noter que seuls les kilomètres parcourus sur la commune sont pris en compte (hors trajets UVED / commune ou CTC / commune). Par ailleurs, les dépenses relatives aux déchetteries ne sont pas affectées aux seules communes d'implantation.

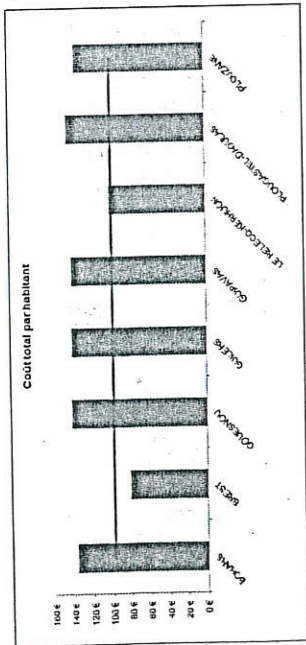
Comme l'indique le tableau de la page suivante, le coût moyen par habitant atteint 99 € au CA 2015, avec un écart de 82 € à 156 € par habitant selon les communes.

Tableau : valeur des critères physiques (au 1<sup>er</sup> janvier 2015)

	Population INSEE 2015	Densité de population 2015 (nbr de hab. / km2)	Linéaire de voies urbaines et sub (ml) hors chemins ruraux	Linéaire de voies communales + RD d'agglomération (ml)	Nombre d'avaloirs	Nombre de points lumineux	Surfaces vertes hors PA et EN (m2)
BOHARS	3 652	499,6	40 094	40 494	414	757	54 534
BREST	143 902	2 906,5	471 240	488 700	9 113	21 094	2 732 791
GOUESNOU	6 226	515,4	71 435	71 845	862	1 657	222 824
GUIERS	7 889	415,6	88 614	89 134	874	1 653	146 704
GUIPAVAS	14 052	318,4	155 074	158 834	1 703	3 134	226 956
LE RELECQ-KERHUON	11 468	1 783,5	62 914	70 639	1 270	2 109	246 693
PLOUGASTEL-DAOULAS	13 486	288,0	181 533	185 303	892	1 535	151 279
PLOUZANE	12 236	369,2	126 185	129 200	1 724	2 531	322 110
TOTAL	212 891		1 197 089	1 234 149	16 852	34 469	4 103 841

Tableau : répartition des coûts de collecte et de traitement des déchets par commune

COLLECTE			TRAITEMENT		Coût total CA 2015 (en €)	Coût total par habitant CA 2015 (en €)	Rapport Coût total / par habitant 2015 2014
Linéaire de voies urbaines et sub (kms)	%	Coût de collecte CA 2015 (en €)	Population INSEE 2015	%			
BOHARS	3.3%	293 218	3 632	1.7%	203 575	137 €	151 €
BREST	39.7%	3 753 348	143 902	67.8%	8 065 709	82 €	88 €
GOUESNOU	6.0%	541 487	6 226	2.9%	348 870	141 €	153 €
GUILERS	7.4%	679 307	7 889	3.7%	442 182	142 €	156 €
GUPAVAS	11.0%	1 197 839	14 052	6.6%	787 621	141 €	154 €
LE RELECQ-KERHUON	5.3%	520 822	11 408	5.4%	642 788	101 €	117 €
PLougastel-Daoulas	15.2%	1 191 885	13 466	6.3%	755 666	144 €	154 €
Plouzane	10.5%	979 483	12 236	5.7%	668 833	138 €	145 €
TOTAL	700.0%	9 157 210	212 891	700.0%	11 932 632	98 €	107 €



## 2°) La voirie et les réseaux

Les coûts directs identifiés au CA 2015 sont les suivants :

En euros	CA 2015 réparti
Pilotage et gestion administrative	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fonctionnement : 2 225 677</li> <li>Investissement : -</li> <li>Coût total : 2 225 677</li> </ul>
Voirie / Espace public (hors propre)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fonctionnement : 5 921 761</li> <li>Investissement (yc régie) : 10 648 232</li> <li>Coût total : 16 569 993</li> </ul>
Eclairage public et réseaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fonctionnement : 3 734 303</li> <li>Investissement : 2 971 972</li> <li>Coût total : 6 706 275</li> </ul>

En fonctionnement, le coût du matériel a été introduit sur la base d'un calcul de coût moyen intégrant son poids respectif dans chaque prestation de l'activité (pour un montant total de 2 010 370 €).

En investissement, ont été exclus de la répartition les programmes liés aux moyens généraux (502 : Bâtiments service voirie) ou d'intérêt métropolitain manifeste (RD 205 Le Spennot / Villeneuve, Voie de liaison et de maillage RD 205 / RD 112, Ouvrages d'art, Régulation du trafic).

Les critères retenus pour la répartition des coûts par commune sont les suivants :

Prestation / dépense	Critères de répartition retenus
Pilotage et gestion administrative :	au prorata du linéaire de voies communales + RD d'agglomération
Voirie / Espace public	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Entretien des revêtements :</li> <li>Entretien des accotements :</li> <li>Entretien des eaux pluviales :</li> <li>Divers entretien courant :</li> <li>Travaux :</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>au coût réel (temps passé + fournitures + matériel)</li> <li>coût linéaire moyen X linéaire voies communales suburbaines et coût réel pour curage</li> <li>au prorata du nombre d'avaloirs par commune</li> <li>au prorata du linéaire de voies communales + RD d'agglomération</li> <li>dépenses réelles par commune</li> </ul>
Eclairage public et réseaux	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Energie, entretien et réparation :</li> <li>Frais de personnel :</li> <li>Travaux :</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>dépenses réelles par commune</li> <li>au prorata du nombre de points lumineux</li> <li>dépenses réelles par commune</li> </ul>

Tableau : vue d'ensemble de la répartition par commune

	Pilotage / gestion administrative	Voirie / espace public	Eclairage public et réseaux	Coût total réparti CA 2015 (en €)
BOHARS	72 968	585 301	123 483	761 752
BREST	880 613	6 712 824	4 899 253	12 492 690
GOUESNOU	129 461	916 653	225 478	1 271 590
GUILERS	160 615	977 109	223 815	1 361 539
GUPAVAS	286 211	1 560 044	475 238	2 321 493
LE RELECQ-KERHUON	129 090	1 077 941	237 462	1 444 493
PLougastel-Daoulas	333 907	1 817 554	209 909	2 361 370
Plouzane	232 812	1 403 425	261 769	1 898 006
TOTAL	2 225 677	15 030 851	6 656 405	23 912 933
				100.0%

La voirie :

Le tableau de la page suivante montre la répartition des coûts de voirie par commune (fonctionnement et investissement compris) :

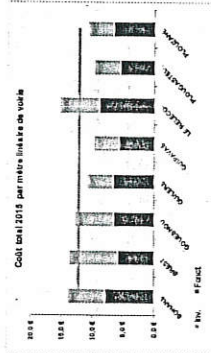
- Le coût moyen par mètre linéaire de voirie est de 12,2 € au CA 2015 (écart de 9,8 € à 15,3 € / ml selon les communes) ;
- Le coût moyen par habitant atteint 71 € (écart de 47 € à 156 € / hab. selon les communes).

Communes	Quelques opérations d'investissement réalisées en 2015
Bohars	Rue Prosper Salaun – centre bourg
Brest	Rues de Gasté, de la Villeneuve, Salengro, Mirabeau, avenue Le Gorgeu, Parking rives de Penfeld, rue de la Garenne, Anatole France et Victor Eusen.
Gouesnou	VC5 Route de Keraudren, rue du Lantel, rue du Crann.
Guilers	Carrefour rues des Ecoles et Lemonnier.
Guipavas	VC2, Commandant Challes.
Le Relecq-Kerhuon	Place de la Gare, rue Oradour sur Glane, Carrefour Charcot.
Plougastel-Daoulas	Rue du Pont, Parvis de l'Hôtel de Ville et rue Jean Fournier.
Plouzané	Rue de Brest, Route de Tremadec, rue de Kerhuél.

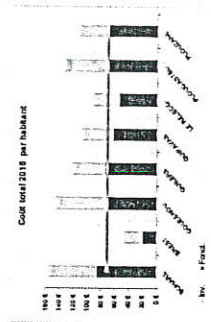
Tableau : répartition des coûts de voirie / espace public par commune

	Coûts de fonctionnement		Coûts d'investissement		Coût total	
	Total réparti CA 2015 (en €)	par mètre linéaire (en €)	Total réparti CA 2015 (en €)	par mètre linéaire (en €)	Total réparti CA 2015 (en €)	Coût total par mètre linéaire (en €)
BOHARS	335.341	7,6 €	248.960	6,2 €	584.301	13,8 €
BREST	2.795.870	3,7 €	3.016.960	8,8 €	5.812.830	32,6 €
GOUESNOU	463.822	6,3 €	452.831	6,2 €	916.653	12,5 €
GUILERS	501.850	6,6 €	302.250	4,2 €	804.100	10,8 €
GUIPAVAS	891.091	5,6 €	688.903	4,2 €	1.580.000	20,0 €
LE RELECQ-KERHUON	623.276	8,8 €	454.563	6,4 €	1.077.840	15,2 €
PLUGASTEL-DAOULAS	891.860	3,7 €	628.472	4,4 €	1.520.332	20,0 €
PLOUZANÉ	288.000	5,1 €	344.350	4,2 €	632.350	8,3 €
TOTAL	7.537.250	6,1 €	7.403.302	6,1 €	14.940.552	12,2 €

Coût total 2015 par mètre linéaire de voirie



Coût total 2015 par habitant





### 3°) Les espaces verts

Les coûts directs identifiés au CA 2015 sont les suivants :

En euros	CA 2015 réparti
<ul style="list-style-type: none"> <li>Personnel maintenance :</li> <li>Personnel équipe transversale :</li> <li>Fournitures :</li> <li>Entretien véhicules :</li> <li>Fluides, carburants, assurances :</li> <li>Total fonctionnement :</li> </ul>	7 266 588 1 999 607 1 602 166 399 324 352 251 11 619 936
<ul style="list-style-type: none"> <li>Travaux :</li> <li>Acquisition matériels-mobilier :</li> <li>Autres dépenses :</li> <li>Total investissement :</li> <li>Total général :</li> </ul>	1 145 322 469 308 329 558 1 944 188 13 564 124

Sont exclues de la répartition les dépenses relatives aux parcs d'agglomération, aux plages et au Conservatoire botanique, soit 1 004 455 € en fonctionnement et 445 747 € en investissement.

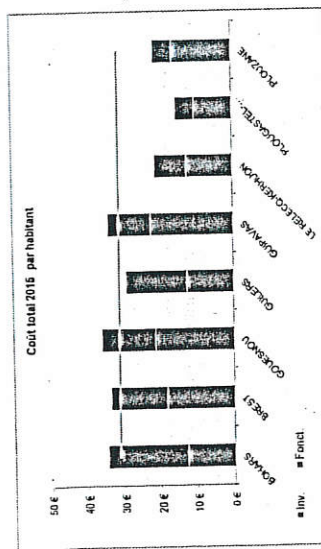
Communes	Quelques opérations d'investissement réalisées en 2015
Bohars	Aménagement et plantation de massifs d'arbustes, entrée de ville côté Loguillo (10 000 €)
Brest	Rénovation du Jardin de Kerzudal (St Pierre) : 250 000 €, Jardin Laennec (centre) (2 <sup>ème</sup> tranche) : 50 000 €, réaménagement de la place de Royan (Bellevue) : 40 000 €
Gouesnou	Place de Fusiliés, végétalisation d'un sable et reprise de maçonnerie : 19 000 €
Guilers	Renouvellement des jardinières et du mobilier, place du général De Gaulle 15 000 €
Guipavas	Jardin du conte : mise en valeur d'un lavoir : 19 000 €
Le Relecq-Kerhuon	Coulée verte : reprise d'allées (2 <sup>ème</sup> tranche) 5 000 € et amélioration paysagère des abords du boulevard Gambetta : 10 000 €
Plougastel-Daoulas	Plantation et fleurissement des abords de l'église et place du calvaire (arrosage automatique (10 000 €)
Plouzané	Extension du cimetière 280 000 €, espaces extérieurs de Croas Saliou (Mail planté et aire de jeux 2 <sup>ème</sup> tranche) 60 000 €, rénovation d'un terrain de football de loisir : 13 000 €

### L'éclairage public et les réseaux :

Le tableau ci-dessous montre la répartition des coûts d'éclairage public et de réseaux par commune (fonctionnement et investissement compris) :

Tableau : répartition des coûts d'éclairage public et de réseaux par commune

	Coûts de fonctionnement		Coûts d'investissement		Coût total	
	Total réparti CA 2015 (en €)	par habitant	Total réparti CA 2015 (en €)	par habitant	Total réparti CA 2015 (en €)	Coût total par habitant 2014
BOHARS	46 240	11 €	77 237	22 €	123 477	48 €
BREST	2 698 065	70 €	2 231 180	75 €	4 929 245	20 €
GOUESNOU	133 491	21 €	91 985	15 €	225 476	49 €
GUILERS	87 135	13 €	126 680	17 €	213 815	30 €
GUIPAVAS	312 614	22 €	182 624	12 €	495 238	44 €
LE RELECQ-KERHUON	140 974	13 €	96 588	9 €	237 562	33 €
PLOUGASTEL-DAULAS	139 884	10 €	70 025	5 €	209 909	21 €
PLOUZANÉ	195 993	16 €	65 718	5 €	261 711	30 €
TOTAL	3 714 303	18 €	2 922 104	14 €	6 636 407	31 €



Communes	Quelques opérations d'extension réalisées en 2015
Bohars	Rue Penfeld Izella.
Brest	Rues Commandant Challe et Route de Quimper.
Gouesnou	Prairie Saint-Gouesnou.
Guilers	Rue de Millzac.
Guipavas	Allée du Vizac.
Le Relecq-Kerhuon	Rue Loucheur.
Plougastel-Daoulas	Route du Dispensaire.
Plouzané	Rue Saint-Exupéry.



Les critères retenus pour la répartition des coûts par commune sont les suivants :

Prestation / dépense	Critères de répartition retenus
• Personnel maintenance :	au coût réel
• Personnel - équipe transversale :	au prorata des surfaces vertes par commune (hors PA et EN)
• Fournitures :	au prorata des surfaces vertes par commune (hors PA et EN)
• Fluides, carburant, assurances :	au prorata des surfaces vertes par commune (hors PA et EN)
• Entretien des véhicules	au prorata des surfaces vertes par commune (hors PA et EN)
• Travaux :	au réel pour les grosses opérations au prorata des surfaces vertes par commune (hors PA et EN) pour les autres opérations
• Acquisition matériels-mobilier :	au prorata des surfaces vertes par commune (hors PA et EN)
• Extension des cimetières	au coût réel

PA : parcs d'agglomération

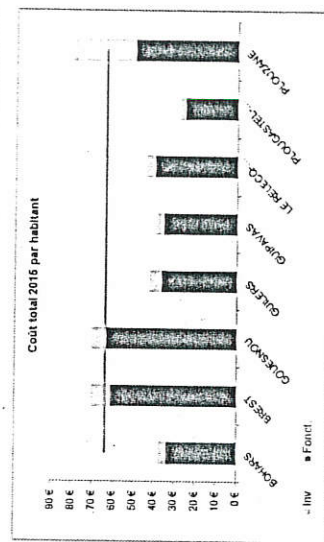
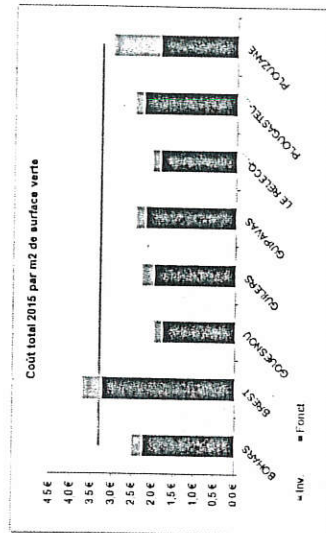
EN : espaces naturels

Le tableau de la page suivante montre la répartition des coûts des espaces verts par commune (fonctionnement et investissement compris) :

- Le coût moyen par m2 de surface verte est de 3,3 € au CA 2015 (écart de 2 € à 3,7 € / m² selon les communes) ;
- Le coût moyen par habitant atteint 64 € (écart de 28 € à 81 € / hab. selon les communes). Le montant important du coût par habitant des dépenses d'investissement de Plouzane est la conséquence des travaux d'extension du cimetière communal

Tableau : répartition des coûts des espaces verts par commune

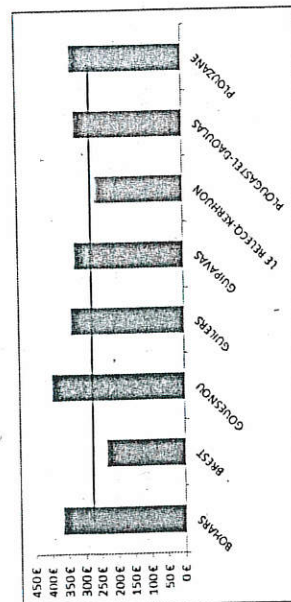
	Coûts de fonctionnement		Coûts d'investissement		Coût total	
	Total réparat CA 2015 (en €)	par m2 de surface verte	Total réparat CA 2015 (en €)	par m2 de surface verte	Coût total par m2	Coût total par habitant 2014
BOHARS	122 022	2,3 €	14 908	0,3 €	2,6 €	40 €
BREST	8 866 555	3,3 €	1 313 052	0,5 €	3,7 €	70 €
GOUESNOU	397 048	1,9 €	45 684	0,2 €	2,0 €	70 €
GUILERS	260 849	2,0 €	40 064	0,3 €	2,3 €	44 €
GUILPAVAS	503 526	2,2 €	58 690	0,2 €	2,4 €	40 €
LE RELEC-KERIGON	480 996	1,9 €	49 473	0,2 €	2,1 €	48 €
PLUGASTEL-DUOLAS	345 257	2,3 €	35 609	0,2 €	2,5 €	28 €
PLOUZANE	612 881	1,9 €	381 518	1,2 €	3,1 €	83 €
TOTAL	11 619 936	2,8 €	1 944 188	0,5 €	3,3 €	64 €



#### 4°) Synthèse générale

	Coût total réparti en 2015 (en €)				Coût total	
	Collecte et traitement des déchets	Voie/espaces publics	Eclairage Public	Espaces verts	Total réparti CA 2015 (en €)	Rappel Coût total 2014
BOHARS	406 793 €	565 301 €	123 483 €	137 730 €	1 233 307 €	1 339 552 €
BREST	11 819 117 €	6 712 824 €	4 899 253 €	10 195 607 €	33 630 801 €	33 729 248 €
GOUESNOU	890 457 €	916 653 €	225 476 €	442 932 €	2 475 518 €	2 604 818 €
GUILERS	1 121 489 €	977 109 €	223 815 €	337 513 €	2 659 926 €	2 868 504 €
GUIPAVAS	1 995 460 €	1 560 044 €	475 238 €	560 208 €	4 580 950 €	5 243 037 €
LE RELECO-KERHUON	1 163 608 €	1 077 941 €	237 462 €	510 469 €	2 989 480 €	3 205 469 €
PLOUGASTEL-DOLUAS	1 947 591 €	1 817 554 €	209 910 €	360 866 €	4 355 921 €	4 546 956 €
PLOUZANE	1 665 326 €	1 403 425 €	261 770 €	994 799 €	4 325 320 €	4 132 993 €
<b>TOTAL</b>	<b>27 089 842 €</b>	<b>15 030 851 €</b>	<b>6 656 407 €</b>	<b>13 564 124 €</b>	<b>56 341 223 €</b>	<b>57 760 637 €</b>

	Coût total réparti en 2015 (en €/habitant)				Coût total	
	Collecte et traitement des déchets	Voie/espaces publics	Eclairage Public	Espaces verts	Total réparti CA 2015 (en €/habitant)	Rappel Coût total par habitant 2014
BOHARS	137 €	156 €	35 €	38 €	366 €	377 €
BREST	82 €	47 €	34 €	71 €	234 €	231 €
GOUESNOU	143 €	147 €	36 €	71 €	397 €	430 €
GUILERS	142 €	124 €	29 €	43 €	338 €	377 €
GUIPAVAS	141 €	171 €	34 €	40 €	386 €	377 €
LE RELECO-KERHUON	101 €	94 €	21 €	45 €	261 €	288 €
PLOUGASTEL-DOLUAS	144 €	135 €	15 €	28 €	322 €	332 €
PLOUZANE	136 €	115 €	27 €	61 €	339 €	339 €
<b>TOTAL</b>	<b>99 €</b>	<b>71 €</b>	<b>31 €</b>	<b>64 €</b>	<b>275 €</b>	<b>281 €</b>





## Relations aux administrés

Statistiques année 2016



Brest métropole : P. 1 - 4

Territoire Est : P. 5 - 10

Europe : P. 6

Saint Marc : P. 7

Guipavas : P. 8

Plougastel-Daoulas : P. 9

Le Relecq-Kerhuon : P. 10

Territoire Nord : P. 11 - 16

Bellevue : P. 12

Lambézellec : P. 13

Bohars : P. 14

Gouesnou : P. 15

Guilers : P. 16

Territoire Ouest : P. 17 - 21

Centre-ville : P. 18

Quatre Moulins : P. 19

Saint Pierre : P. 20

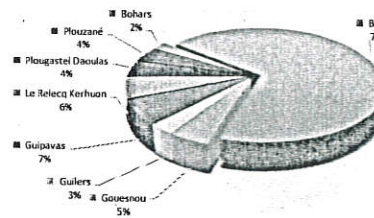
Plouzané : P. 21

Direction de la Proximité / Mission Gouvernance de Proximité de l'espace Public. / L. Sinclavier / M. Dullet / Février

## TOUT BREST METROPOLE PAR THEMATIQUE

Thématiques	Bohars	Brest	Gouesnou	Guilers	Guipavas	Le Relecq-Kerhuon	Plougastel-Daoulas	Plouzané	Total Général
Adresses numérotées		13					1		14
Arrestation dans la rue	27	564	109	65	104	117		10	1086
Bâtiement en port-dangereux	1	21			1				23
Déplacements	7	356	16	7	35	36	20	11	488
Domains Communaux		163							163
DPI, Direction Patrimoine Locustive		29	1						30
Eau	16	356	21	25	43	40	70	29	600
Eclairage public	30	579	51	45	38	48	16	67	864
Ecologie Urbaine	3	25	8	1	7	7	2	6	59
Espaces verts	25	703	45	14	68	66	28	53	1002
Propriété-Deviants	10	473	17	7	50	25	4	14	600
Signalisation	31	1373	51	51	111	60	63	55	1795
Vieilles	64	1205	93	48	146	144	206	138	2644
Services modérateurs	1	393	2	2	5				403
Total général	299	8353	414	265	608	543	418	383	9181

% de demandes par communes :



1

## NOMBRE DE FICHES RA PAR COMMUNE ET PAR QUARTIER SUR LES SIX DERNIERES ANNEES

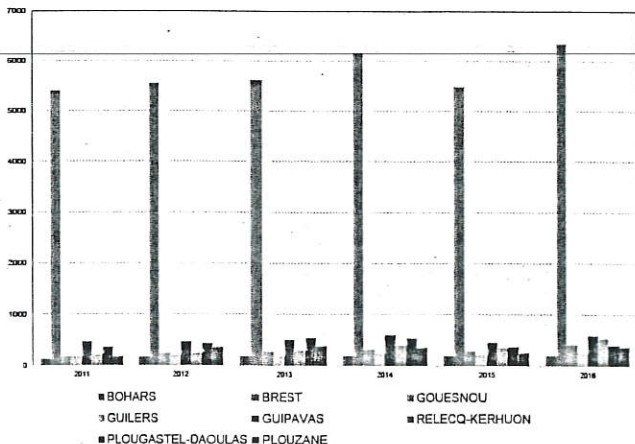
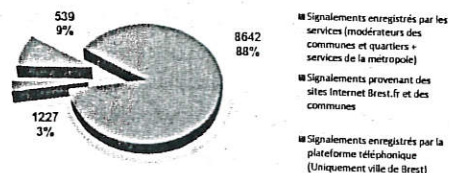
	BOHARS	BREST	GOUESNOU	GUILERS	GUIPavas	RELECQ-KERHUON	PLOUGASTEL-DAOULAS	PLOUZANE	Total fiches
2011	137	5412	178	175	470	218	381	184	7135
2012	172	5533	236	201	469	252	438	368	7591
2013	190	5625	274	187	511	302	549	387	8382
2014	194	6156	317	345	607	405	547	305	8838
2015	201	5490	389	328	440	359	580	265	7462
2016	295	6353	414	265	608	543	418	383	9181

	BELLEVUE	BREST-CENTRE	EUROPE	LAMBÉZELLEC	QUATRE MOULINS	SAINT MARC	SAINT PIERRE	Total
2011	724	922	1050	945	793	850	568	5412
2012	728	911	1029	969	738	842	536	5533
2013	825	1111	949	969	746	716	596	5622
2014	825	1320	960	877	794	755	837	6156
2015	735	1236	796	680	692	567	813	5490
2016	748	1278	836	904	696	796	1004	6353

## NOMBRE DE FICHES RA SELON LES MODALITES DE SAISINE DES DEMANDES

	Signalements enregistrés par les services (modérateurs des communes et quartiers + services de la métropole)	Signalements provenant des sites Internet Brest.fr et des communes	Signalements enregistrés par la plateforme téléphonique (Uniquement ville de Brest)	Total
Bellevue	661	21	67	749
Bohars	202	2	1	205
Brest-Centre	1040	109	229	1378
Europe	706	12	119	836
Gouesnou	403	10	-	413
Guilers	242	22	1	265
Guipavas	545	80	3	608
Lambézellec	654	57	193	904
Plougastel-Daoulas	410	-	-	410
Plouzané	313	89	-	382
Quatre-Moulins	462	48	186	696
Relecq-Kerhuon	542	-	-	542
Saint Marc	505	49	232	786
Saint-Pierre	728	79	197	1004
Total	8642	539	1227	9181

Différents modes de saisine des demandes :



2

3



TAUX DE CLOTURE : RAPPORT ENTRE LE NOIMBRE DE FICHES REDIGEES EN 2016 ET CES MEMES FICHES CLOTUREES LE 31/12/2016

	Brest	Brest Centre	Europe	Landerneau	Quatre Moulins	Saint Marc	Saint Pierre
Nombre de fiches clôturées	783	1885	717	844	584	736	847
Nombre total de fiches	748	1378	836	984	836	736	1084
Taux de clôture (%)	94%	79%	86%	71%	86%	88%	84%

Pour la ville de Brest, le taux de clôture avoisine en moyenne les 94%.

	Brest	Guipavas	Le Relecq-Kerhuon	Plouguen	Plouguen	Plouguen
Nombre de fiches clôturées	186	385	225	475	408	327
Nombre total de fiches	205	414	265	608	543	418
Taux de clôture (%)	91%	93%	85%	78%	75%	78%

Pour les autres communes de la métropole, le taux de clôture est en moyenne de 80%.

NOMBRE DE FICHES RA PAR TERRITOIRE DE PROXIMITE :

	Territoire Ouest	Territoire Nord	Territoire Est	Total métropole
Nombre fiches RA	3481	2537	3163	9181
Pourcentage	37.7%	27.6%	34.7%	100%

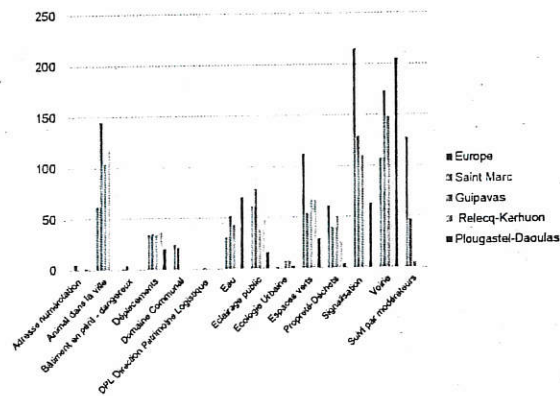


- Territoire Ouest
- Territoire Nord
- Territoire Est

4

TERRITOIRE EST

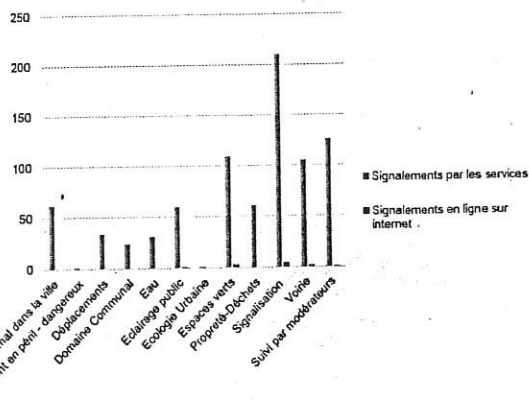
Thématiques	Europe	Saint Marc	Guipavas	Relecq-Kerhuon	Plouguen-Daoulas	Total général
Adresse numérotation		6			1	7
Animal dans la ville	62	145	104	117		428
Bâtiment en péril - dangereux	1	4	1			6
Déplacements	34	35	34	36	20	156
Domaine Communal	24	21				45
DPL Direction Patrimoine Logistique		1				1
Eau	31	52	43	40	70	235
Eclairage public	61	78	38	48	16	241
Ecologie Urbaine	1		7	7	2	17
Espaces verts	112	54	67	68	29	328
Propreté-Déchets	61	40	50	25	4	180
Signalisation	215	129	110	60	63	577
Voirie	107	173	148	143	205	776
Suivi par modérateurs	127	47	5			179
Total général	836	785	607	542	410	3181



5

Quartier de l'Europe

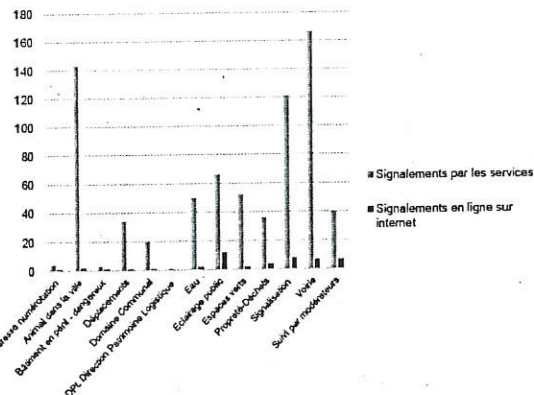
Thématiques	Origine du signalement		Total général
	Signalements par les services	Signalements en ligne sur Internet	
Animal dans la ville	62		62
Bâtiment en péril - dangereux	1		1
Déplacements	34		34
Domaine Communal	24		24
Eau	31		31
Eclairage public	60	1	61
Ecologie Urbaine	1		1
Espaces verts	109	3	112
Propreté-Déchets	61		61
Signalisation	210	5	215
Voirie	105	2	107
Suivi par modérateurs	126	1	127
Total général	824	12	836



6

Quartier de Saint Marc

Thématiques	Origine du signalement		Total général
	Signalements par les services	Signalements en ligne sur Internet	
Adresse numérotation	4	2	6
Animal dans la ville	143	2	145
Bâtiment en péril - dangereux	3	1	4
Déplacements	34	1	35
Domaine Communal	20	1	21
DPL Direction Patrimoine Logistique	1		1
Eau	50	2	52
Eclairage public	66	12	78
Espaces verts	52	2	54
Propreté-Déchets	36	4	40
Signalisation	121	8	129
Voirie	166	7	173
Suivi par modérateurs	41	7	48
Total général	737	49	786

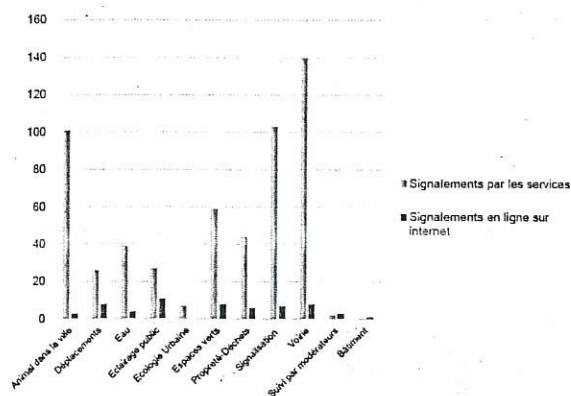


7



# Commune de Guipavas

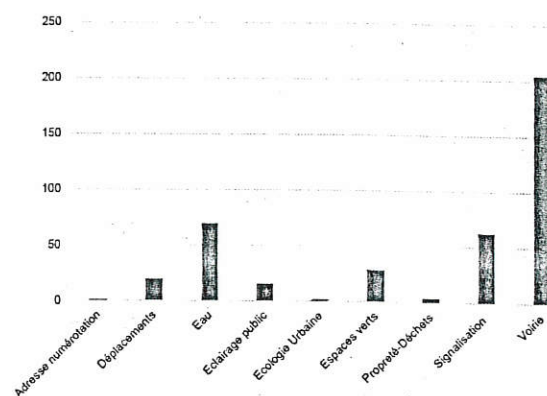
Thématiques	Origine des signalements		Total général
	Signalements par les services	Signalements en ligne sur Internet	
Animal dans la ville	101	3	102
Déplacements	26	8	34
Eau	39	4	43
Eclairage public	27	11	38
Ecologie Urbaine	7		7
Espaces verts	59	8	67
Propreté-Déchets	44	6	50
Signalisation	103	7	110
Voie	140	8	150
Suivi par modérateurs	2	3	5
Bâtiment		1	11
<b>Total général</b>	<b>548</b>	<b>59</b>	<b>607</b>



8

# Commune de Plougastel-Daoulas

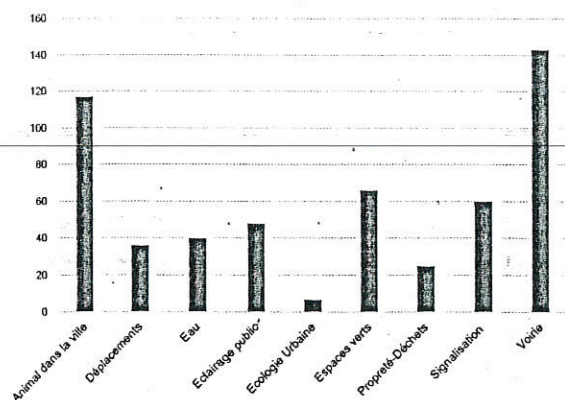
Thématiques	Nombre de signalements
Adresse numérotation	1
Déplacements	20
Eau	70
Eclairage public	16
Ecologie Urbaine	2
Espaces verts	29
Propreté-Déchets	4
Signalisation	63
Voie	205
<b>Total général</b>	<b>410</b>



9

# Commune du Relecq-Kerhuon

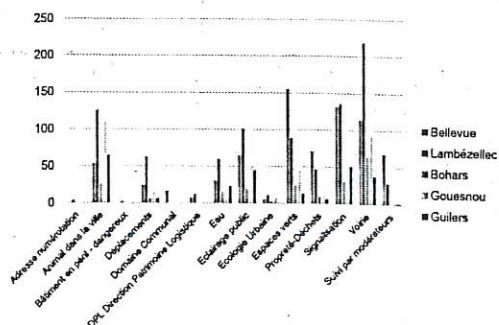
Thématiques	Nombre de signalements
Animal dans la ville	117
Déplacements	36
Eau	40
Eclairage public	48
Ecologie Urbaine	7
Espaces verts	66
Propreté-Déchets	25
Signalisation	60
Voie	143
<b>Total général</b>	<b>542</b>



10

# TERRITOIRE NORD

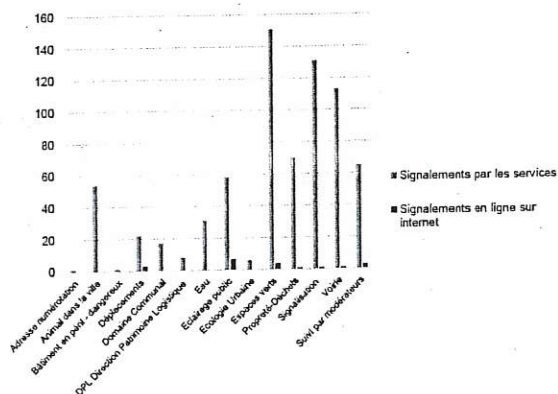
Thématiques	Bellevue	Lambézellec	Bohars	Gouesnou	Guilers	Total général
Adresse numérotation	1	4				5
Animal dans la ville	54	126	27	109	65	381
Bâtiment en péril - dangereux	1	3	1			5
Déplacements	25	63	7	16	7	118
Domaine Communal	17	1				18
DPL Direction Patrimoine Logistique	8	13		1		22
Eau	31	60	16	21	24	152
Eclairage public	65	101	20	51	45	282
Ecologie Urbaine	6	12	3	8	1	30
Espaces verts	155	89	25	45	14	327
Propreté-Déchets	71	47	10	17	7	152
Signalisation	132	138	31	51	51	399
Voie	114	219	64	92	38	534
Suivi par modérateurs	68	29	1	2	2	102
<b>Total général</b>	<b>748</b>	<b>903</b>	<b>205</b>	<b>413</b>	<b>263</b>	<b>2532</b>



11

# Quartier de Bellevue

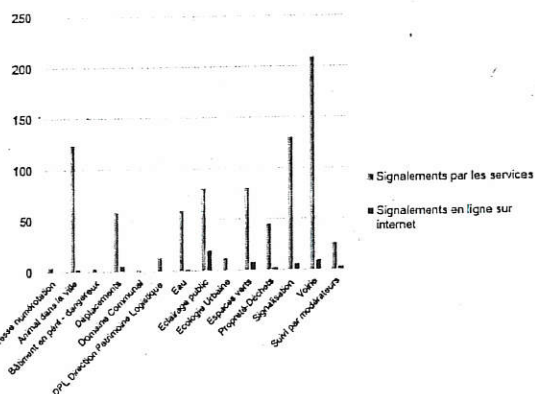
Thématiques	Origine du signalement		Total général
	Signalements par les services	Signalements en ligne sur internet	
Adresse numérotation	1		1
Animal dans la ville	54		54
Bâtiment en péril - dangereux	1		1
Déplacements	22	3	25
Domaine Communal	17		17
DPL Direction Patrimoine Logistique	8		8
Eau	31		31
Eclairage public	58	7	65
Ecologie Urbaine	6		6
Espaces verts	151	4	155
Propreté-Déchets	70	1	71
Signalisation	131	1	132
Voirie	113	1	114
Suivi par modérateurs	65	3	68
Total général	728	20	748



12

# Quartier de Lambézellec

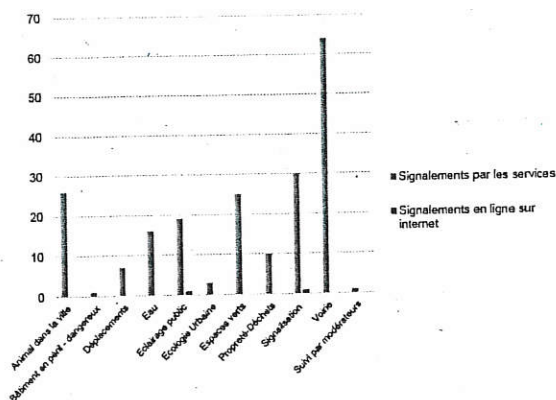
Thématiques	Origine du signalement		Total général
	Signalements par les services	Signalements en ligne sur internet	
Adresse numérotation	4		4
Animal dans la ville	124	2	126
Bâtiment en péril - dangereux	3		3
Déplacements	58	5	63
Domaine Communal	1		1
DPL Direction Patrimoine Logistique	13		13
Eau	59	1	60
Eclairage public	81	20	101
Ecologie Urbaine	12		12
Espaces verts	81	8	89
Propreté-Déchets	45	2	47
Signalisation	130	6	136
Voirie	209	10	219
Suivi par modérateurs	25	3	29
Total général	846	57	903



13

# Commune de Bohars

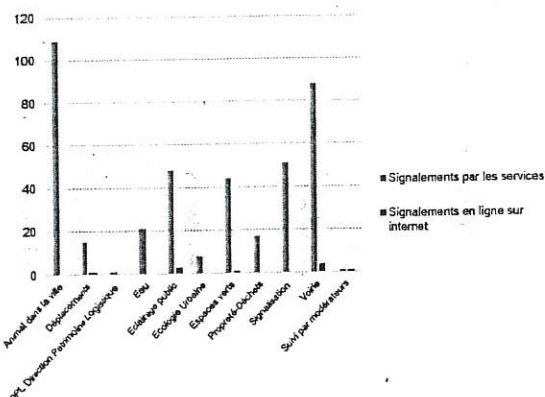
Thématiques	Origine des signalements		Total général
	Signalements par les services	Signalements en ligne sur internet	
Animal dans la ville	27		27
Bâtiment en péril - dangereux	1		1
Déplacements	7		7
Eau	16		16
Eclairage public	19	1	20
Ecologie Urbaine	3		3
Espaces verts	25		25
Propreté-Déchets	10		10
Signalisation	30	1	31
Voirie	64		64
Suivi par modérateurs	1		1
Total général	203	2	205



14

# Commune de Gouesnou

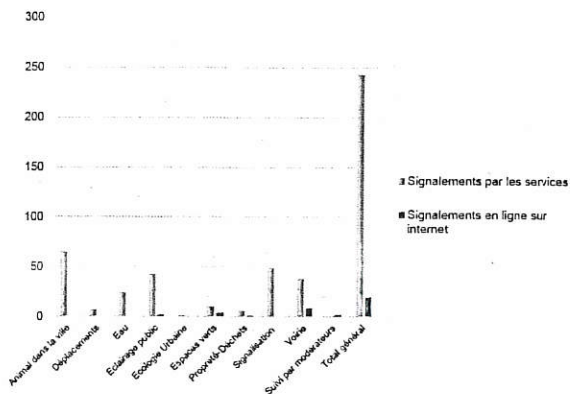
Thématiques	Origines des signalements		Total général
	Signalements par les services	Signalements en ligne sur internet	
Animal dans la ville	109		109
Déplacements	15	1	16
DPL Direction Patrimoine Logistique	1		1
Eau	21		21
Eclairage public	48	3	51
Ecologie Urbaine	8		8
Espaces verts	44	1	45
Propreté-Déchets	17		17
Signalisation	51		51
Voirie	88	4	92
Suivi par modérateurs	1	1	2
Total général	403	10	413



15

## Commune de Guilers

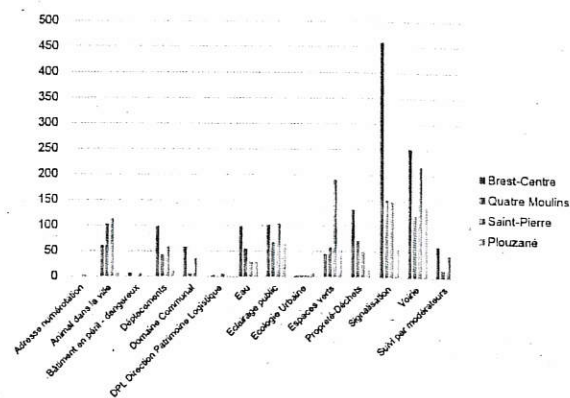
Thématiques	Origine des signalisations		Total général
	Signalisation par les services	Signalisations en lignes sur internet	
Animal dans la ville	65		65
Déplacements	7		7
Eau	24		24
Eclairage public	43	2	45
Ecologie Urbaine	1		1
Espaces verts	10	4	14
Propreté-Déchets	6	1	7
Signalisation	49	2	51
Voirie	38	9	47
Suivi par modérateurs		2	2
<b>Total général</b>	<b>243</b>	<b>20</b>	<b>263</b>



16

## TERRITOIRE OUEST

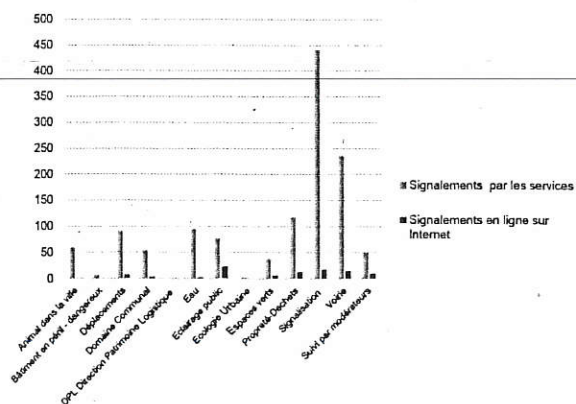
Thématiques	Brest-Centre	Quatre Moulins	Saint-Pierre	Plouzané	Total général
Adresse numérotation			2		2
Animal dans la ville	61	103	113	10	287
Bâtiment en péril - dangereux	7		5		12
Déplacements	98	43	58	11	208
Domaine Communal	58	6	36		100
DPL Direction Patrimoine Logistique	2		5		7
Eau	98	55	29	29	211
Eclairage public	101	68	104	66	338
Ecologie Urbaine	2	2	2	6	12
Espaces verts	45	58	190	53	346
Propreté-Déchets	132	71	50	14	267
Signalisation	460	152	148	55	815
Voirie	252	122	218	138	729
Suivi par modérateurs	61	16	44		121
<b>Total général</b>	<b>1377</b>	<b>696</b>	<b>1004</b>	<b>382</b>	<b>3457</b>



17

## Quartier de Brest-Centre

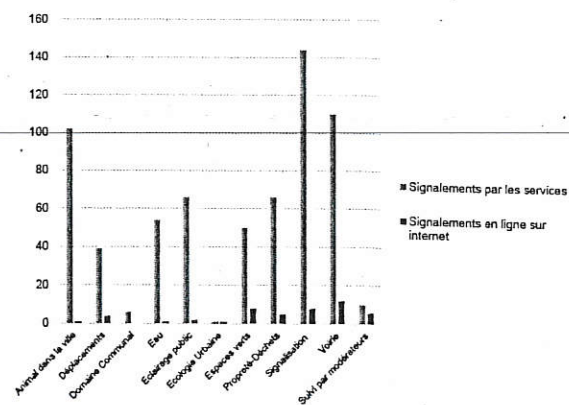
Thématiques	Origines des signalements		Total général
	Signalements par les services	Signalements en ligne sur Internet	
Animal dans la ville	60	1	61
Bâtiment en péril - dangereux	6	1	7
Déplacements	90	8	98
Domaine Communal	54	4	58
DPL Direction Patrimoine Logistique	1	1	2
Eau	95	3	98
Eclairage public	77	24	101
Ecologie Urbaine	2		2
Espaces verts	38	7	45
Propreté-Déchets	118	14	132
Signalisation	441	19	460
Voirie	236	16	252
Suivi par modérateurs	50	11	61
<b>Total général</b>	<b>1268</b>	<b>109</b>	<b>1377</b>



18

## Quartier des Quatre Moulins

Thématiques	Origine du signalement		Total général
	Signalements par les services	Signalements en ligne sur Internet	
Animal dans la ville	102	1	103
Déplacements	39	4	43
Domaine Communal	6		6
Eau	54	1	55
Eclairage public	66	2	68
Ecologie Urbaine	1	1	2
Espaces verts	50	8	58
Propreté-Déchets	66	5	71
Signalisation	144	8	152
Voirie	110	12	122
Suivi par modérateurs	10	6	16
<b>Total général</b>	<b>648</b>	<b>48</b>	<b>696</b>

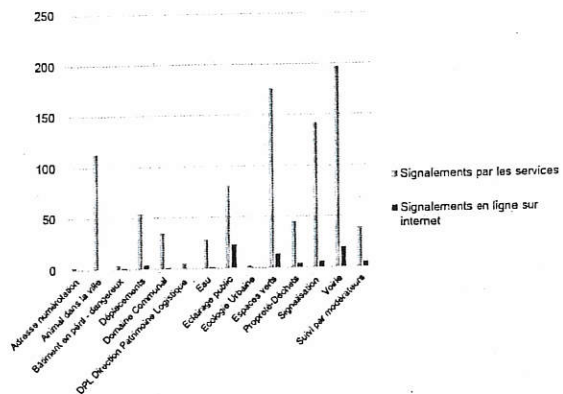


19



# Quartier de Saint-Pierre

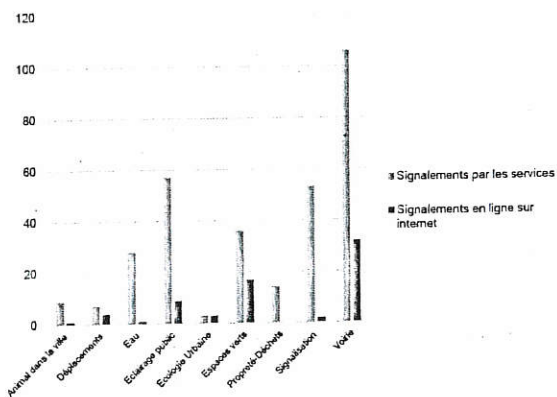
Thématiques	Origine du signalement		Total général
	Signalements par les services	Signalements en ligne sur internet	
Adresse numérotation	2		2
Animal dans la ville	113		113
Bâtiment en péril - dangereux	4	1	5
Déplacements	54	4	58
Domaine Communal	35	1	36
DPL Direction Patrimoine Logistique	5		5
Eau	29	1	29
Eclairage public	81	23	104
Ecologie Urbaine	2		2
Espaces verts	176	14	190
Propreté-Déchets	46	4	50
Signalisation	142	6	148
Voie	198	20	218
Suivi par modérateurs	39	5	44
<b>Total général</b>	<b>925</b>	<b>79</b>	<b>1004</b>



20

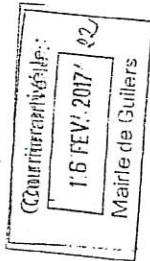
# Commune de Plouzané

Thématiques	Origine du signalement		Total général
	Signalements par les services	Signalements en ligne sur internet	
Animal dans la ville	9	1	10
Déplacements	7	4	11
Eau	28	1	29
Eclairage public	57	9	66
Ecologie Urbaine	3	3	6
Espaces verts	36	17	53
Propreté-Déchets	14		14
Signalisation	53	2	55
Voie	108	32	138
<b>Total général</b>	<b>313</b>	<b>69</b>	<b>382</b>



21





N° 7300-SD  
(mars 2016)

Le 14/02/2017

**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES  
PUBLIQUES**  
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU FINISTÈRE  
Service : Domaine  
Adresse : 7A, allée couchouren BP 1709  
29107 QUIMPER CEDEX  
E : ddffp29@pfp-domaine@dgfp.finances.gouv.fr

**POUR NOUS JOINDRE :**  
Affaire suivie par : Brigitte RUMAIN, inspectrice des  
finances publiques  
T : 02 98 80 89 12  
E : brigitte.rumain@dgfp.finances.gouv.fr  
Réf : 2017-069V009

M. Le Maire  
Ville de GUILERS  
Hôtel de ville  
16 rue Charles de Gaulle  
29820 GUILERS

#### AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

<b>DÉSIGNATION DU BIEN : PROPRIÉTÉ BÂTIE</b>
<b>ADRESSE DU BIEN : 33 Rue Charles de Gaulle - GUILERS</b>
<b>Valeur vénale : 121 000 €</b>

**1 - SERVICE CONSULTANT**  
**AFFAIRE SUIVIE PAR :**  
Mairie de GUILERS  
Roselyne N'DOUKOU  
: 23/12/17  
: 04/01/17

**5 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE - DESCRIPTION DU BIEN ET**

Projet d'acquisition d'une propriété bâtie

**4 - DESCRIPTION DU BIEN**

Références cadastrales : BI 47 - 527 m²

Description du bien : Propriété bâtie en moellons sous toiture zinc composée d'une maison d'habitation sur 2 niveaux élevée en partie sur cave, comprenant - au RDC : entrée, cuisine, salle à manger, WC, d'habitas - à l'étage : 3 chambres, salle d'eau, lingerie

Garage mitoyen, cour goudronnée et grand jardin  
Le bien n'a pas fait l'objet de travaux d'isolation, de remise aux normes et de décoration.

MINISTÈRE DES FINANCES  
ET DES COMPTES PUBLICS

#### 5 - SITUATION JURIDIQUE

- nom du propriétaire : INDIVISION L'ENAIT

Attestation immobilière 24/07/2004

- situation d'occupation : libre

#### 6 - URBANISME ET RÉSEAUX

Ce terrain est soumis aux dispositions du Plan local d'urbanisme approuvé le 20 Janvier 2014, modifié le 12 décembre 2014, mis à jour le 19 décembre 2014, modifié les 13 octobre 2015 et 11 décembre 2015, mis en compatibilité le 28 avril 2016, mis à jour le 19 mai 2016 : IIII

#### 7 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

Compte tenu du prix de vente de biens comparables dans le centre ville de GUILERS, la valeur vénale de la propriété bâtie est fixée à 121 000 €

Une marge de transaction de 10 %, est envisageable.

#### 8 - DURÉE DE VAILLÉ

2 ans

#### 9 - OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Pour la directrice départementale des finances publiques,  
L'inspectrice des Finances Publiques

Brigitte RUMAIN

L'accomplissement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des services informatiques compétents de la Direction Générale des Finances Publiques.

